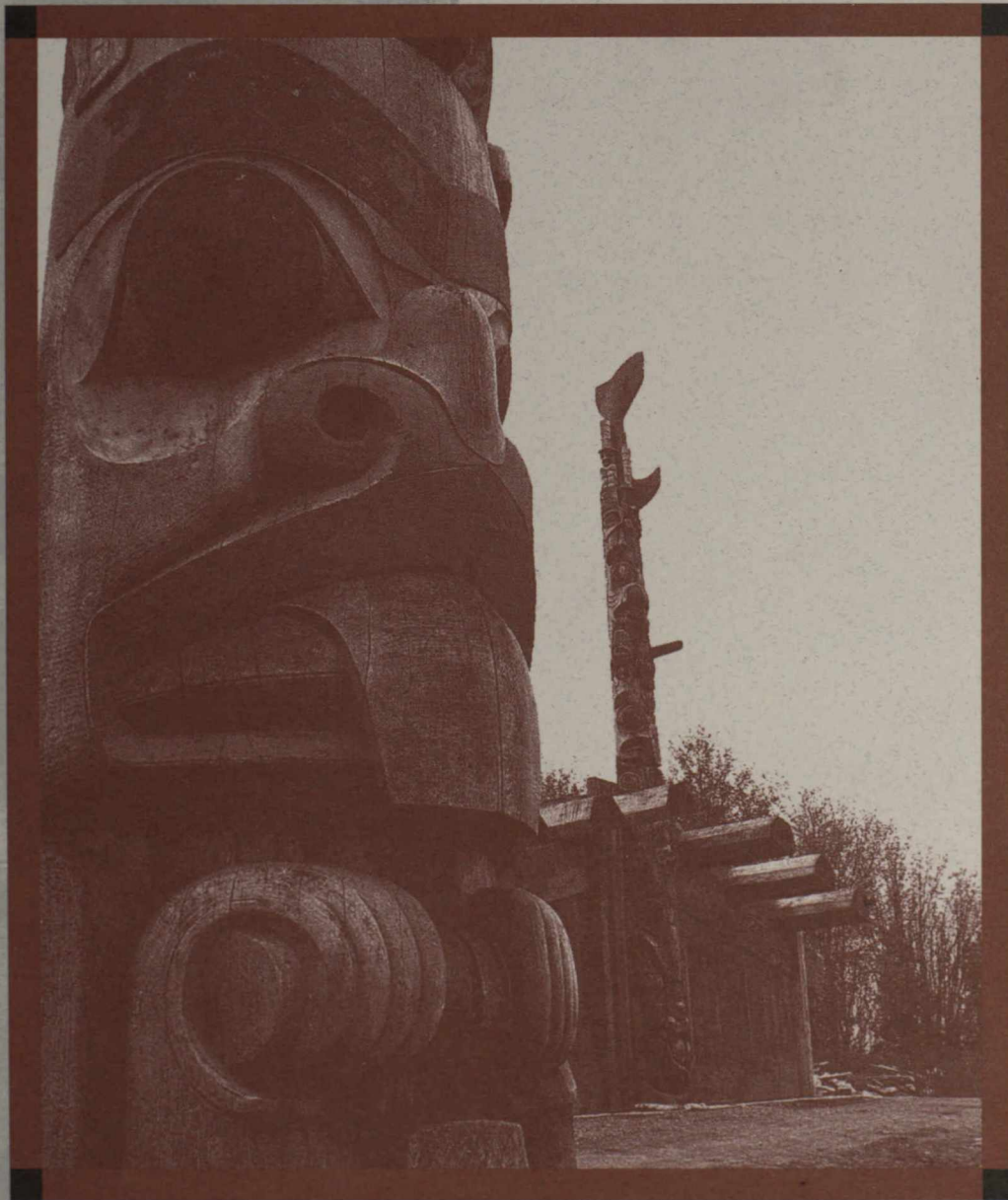


Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère



Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

Rapport annuel



1996/1997

3 5036 01029742 5



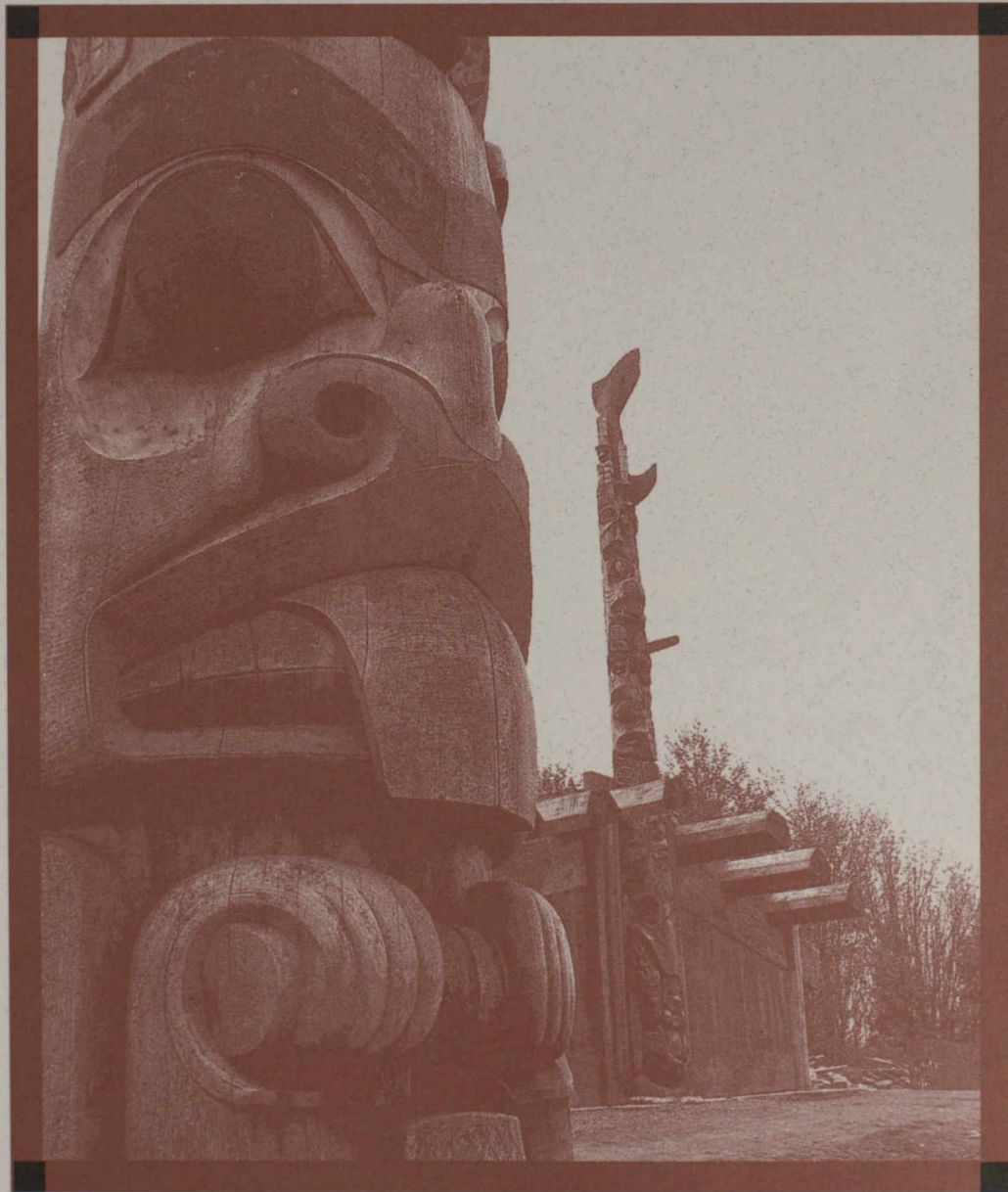
LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A B

DOCS
CA1 EA752 A56 EXP
1996/97
Annual report of the Canadian
Centre for Foreign Policy
Development. --
53583864

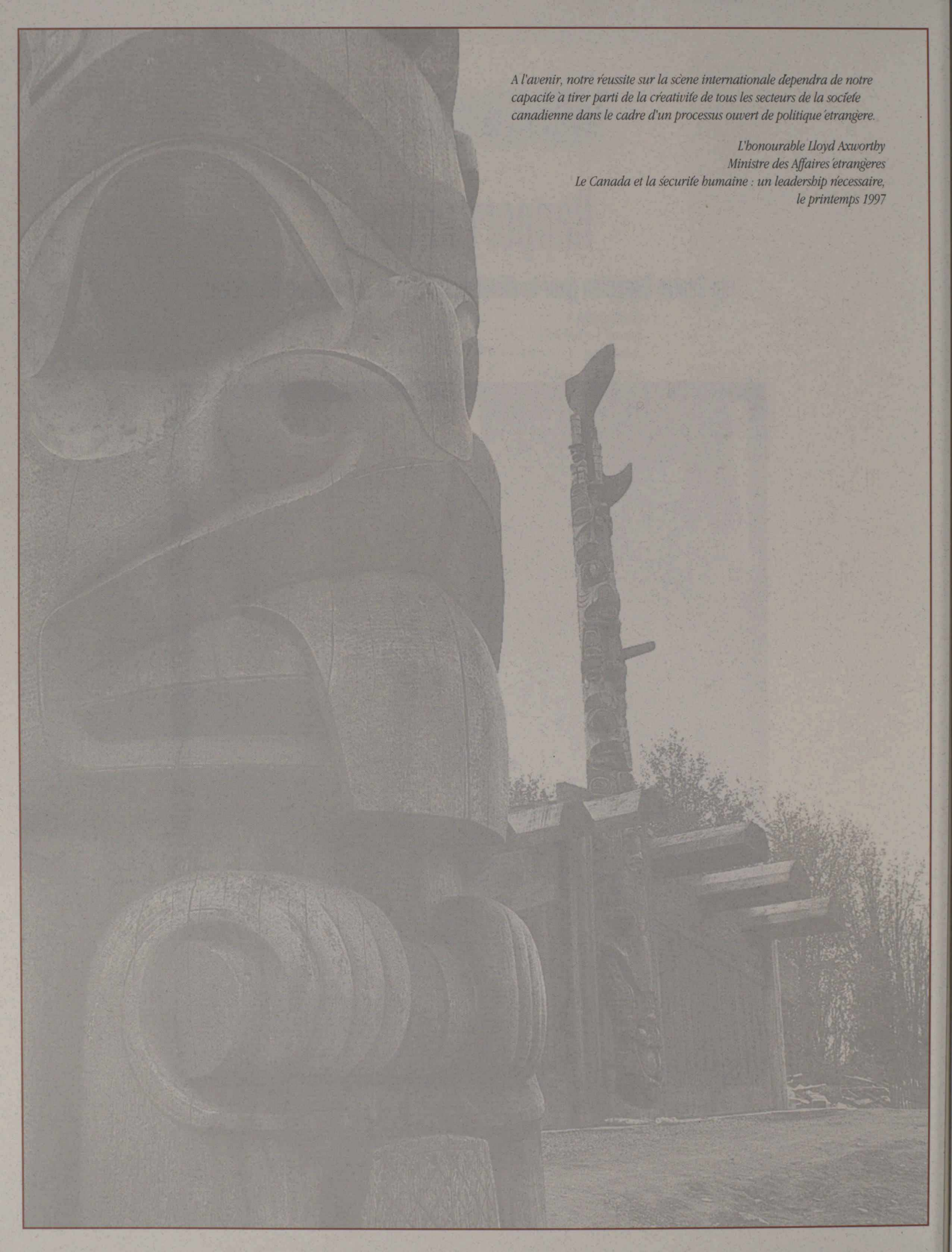
Les totems et la maison des Haidas et Kwakwaka' waka honorent les premières nations dans notre premier rapport annuel. Symboles internationalement reconnus, identifiés au Canada, ils signalent un engagement à se mettre à l'écoute des peuples autochtones pour ce qui touche au patrimoine, à la culture, à l'Asie-Pacifique, à l'hémisphère et à la politique étrangère. Ils se trouvent à l'UBC Museum of Anthropology (territoire Musqueam), à Point Grey.

Rapport annuel

du Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère



1996/1997



A l'avenir, notre réussite sur la scène internationale dépendra de notre capacité à tirer parti de la créativité de tous les secteurs de la société canadienne dans le cadre d'un processus ouvert de politique étrangère.

*L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères*

*Le Canada et la sécurité humaine : un leadership nécessaire,
le printemps 1997*

Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère



Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

Le 12 juin 1997

L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères
418-N, Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

Il nous fait plaisir de vous présenter le premier rapport annuel (1996-1997) du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère.

Le Centre et ses activités ont prospéré grâce à la motivation et à l'intérêt grandissants du public, aux idées éclairées de votre conseil consultatif et à votre propre énergie, votre internationalisme actif et votre motivation à mieux asseoir la démocratie dans la vie publique et l'élaboration de politiques.

Ce rapport vous donnera un aperçu de nos récentes activités. Il servira aussi de source de référence au public, pour honorer en partie notre engagement à l'égard de la rétroaction et de la transparence.

J'attends avec impatience la prochaine occasion que nous aurons de discuter du travail accompli et des futures activités.

Vous souhaitant tous mes meilleurs vœux de succès pour votre deuxième mandat à titre de Ministre des Affaires étrangères, je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Steven Lee
Directeur national

Tel.: (613) 944-4150
John Holmes Fund Tel.: (613) 944-0391
Internet address: <http://www.cfp-pec.gc.ca> Fax: (613) 944-0687





Table des matières

Origines	1
Missions spéciales	4
L'année en revue	5
Propositions de projet	8
Documents des options politique	13
Points saillants des projets	14
Publications	14
Documents hors-série	15
Forum national sur les relations internationales du Canada	20
Regards vers l'avenir	22
Diagrammes - Ressources et activités	
Noms des contacts	23
Budget et Dépenses	26
Projets	27





Origines



Le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère a été créé il y a un an pour donner suite aux recommandations formulées en 1994 par le Comité spécial mixte du Parlement chargé d'étudier la politique étrangère du Canada et à l'engagement pris par le gouvernement de renforcer le caractère démocratique de l'élaboration de la politique étrangère.

Le Comité a réclamé un dialogue plus substantiel avec les Canadiens et une contribution plus importante du grand public à l'élaboration de la politique étrangère. L'énoncé de politique étrangère publié par le gouvernement en 1995 promettait de veiller à ce que la voix des Canadiens se fasse entendre dans la formulation de la politique étrangère.

Le Centre est, indirectement, un successeur de l'ancien Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI), plus pauvre, mais avec un rôle beaucoup plus explicite dans la formulation de la politique. Alors que l'ICPSI avait un mandat large qui comprenait la sensibilisation du public à la sécurité et au contrôle des armes, des recherches effectuées à l'interne ou à contrat, une base de données et une bibliothèque, il n'avait aucun rôle officiel dans l'élaboration de la politique. L'ancien gouvernement a aboli en 1992 cet

organisme qui avait un budget de 5 millions de dollars et des effectifs de 42 personnes. Grâce aux fonds qui restaient, on a mis sur pied le Programme pour le Concours Sécurité coopérative, doté de 4 millions de dollars sur deux ans et portant sur des projets de recherche sur la paix, la sécurité et le contrôle des armes. Ces projets, dont un certain nombre étaient de l'ordre de 100 000 \$, n'avaient pourtant aucun lien officiel avec l'élaboration de la politique (ni obligation de rendre des comptes).

Le budget du Centre, qui s'élève à 1,5 million de dollars par année, est constitué du solde de ces ressources financières, auquel s'ajoutent d'autres fonds prévus par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour les « subventions et contributions ». Le budget de la première année, 1996-1997, a été de 1,8 million, la différence de 300 000 \$ étant le solde reporté des fonds non dépensés l'année précédente.

Le Centre est logé dans les locaux du Ministère pour deux raisons. Grâce au partenariat avec le Groupe de la planification des politiques, le Ministère peut assurer un soutien considérable au plan des frais généraux et en temps (comptable, gestion des marchés, agent d'élaboration des politiques, gestionnaire de site Web). L'organisme étant autonome mais situé sur les lieux, l'accès aux responsables de la politique est immédiat, ce qui permet des consultations sur la formulation de la politique et l'apport des opinions du public. Cette





Je tiens à vous féliciter au sujet des activités du Centre pour le développement de la politique étrangère. On ne peut qu'être impressionné par le nombre et la portée de vos initiatives de sensibilisation durant votre première année.

*Debbie Cook, analyste principale
Bureau du Conseil privé*

formule permet aux quatre membres du personnel du Centre d'avoir un meilleur accès et d'obtenir de plus grands résultats que s'il était situé ailleurs qu'à l'immeuble Pearson.

■ Buts et objectifs

Le Centre partage un objectif stratégique commun avec notamment le Ministre et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et les parlementaires : une meilleure politique étrangère pour le Canada. L'autre objectif stratégique du Centre est d'apporter des changements dans la formulation de la politique étrangère : enrichir les choix de politique et démocratiser la politique étrangère en ajoutant une dimension de participation du public aux activités de formulation de la politique étrangère.

L'idée nouvelle et importante est la contribution du public à l'élaboration de la politique étrangère, ce qui rompt avec les consultations plus classiques du gouvernement avec les différents protagonistes qui ont des intérêts à défendre.

■ Rôle

Pour faciliter la contribution du public à l'élaboration de la politique, le Centre a un rôle propre qui consiste à :

- informer les citoyens des occasions qui leur sont offertes de faire valoir leur point de vue,

- promouvoir la mise en place dans tout le Canada d'un réseau d'élaboration de la politique,
- soutenir la capacité d'élaboration de la politique dans les universités et collèges, les ONG, la société civile et les peuples autochtones,
- aider à intégrer la participation du public à l'élaboration de la politique étrangère.


■ Outils

Les outils permettant d'accomplir ces tâches sont les suivants :

- le Conseil consultatif du Ministre, qui définit les dossiers dans lesquels une contribution du public serait utile à la formulation de la politique,
- le fonds des projets en politique (nommé en l'honneur d'un ancien diplomate et professeur, John Holmes),
- le Fonds de la société civile pour renforcer la capacité de formulation de la politique,
- le site Web du Centre pour l'information en matière de politique, la création de capacités et les conférences sur la politique,
- le Forum national annuel sur les relations internationales du Canada.





Canadian Centre For Foreign Policy Development  Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

1996

National Forum

on Canada's International Relations

Report

Peacebuilding
International Cooperation
Child Protection

VICTORIA
EDMONTON
WINNIPEG
TORONTO
QUEBEC
HALIFAX

Canadian Foreign Policy

La Politique étrangère du Canada

Winter/hiver 1994/95

Raymond Chrétien
Ted L. McDorman
Peter Stoett

Letter from Washington
Canada's Aggressive Fisheries Actions: Will They Improve the Climate for International Agreements?
Redefining "Environmental Refugees": Canada and the Arctic
Direct Investment in Canada: Charting a New Course
FTA Links: Canada as a Catalyst?
PARTY/COMMENTAIRE
Assistance and Canadian Foreign Policy: How Are We Doing?
Technologies and Transnational Interest Groups: Implications for Diplomacy
and Fragmentation in the Economy
Nuclear Non-Proliferation Treaty
A Hard Place: Another Bout of Globalization?
CRITIQUES DE LIVRES
Rugman on Hart and Leyton-Brown
Bibliographie d'ouvrages de recherche

\$12.95

VOLUME XXXIV NO 1 - MARS 1996

Études internationales

Frank Harvey, Rationalité, non-rationalité et théorie prospective: un programme de recherche sur la gestion des crises internationales • Philippe Hébert et Paul Létourneau, Du haut de l'Olympe: perspectives américaines sur l'arme nucléaire allemande • Henk Overbeek, L'Europe en quête d'une politique de migration: les contraintes de la mondialisation et de la restructuration des marchés du travail • Orlando Peña, Les affaires internationales du Chili des «Temps nouveaux» • Nadine Richez-Battesti, Union économique et monétaire et État-Providence: la subsidiarité en question • François-Pierre Le Scouarnec, La gestion de l'incertitude dans une organisation internationale: le cas de l'Oaci

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC



Canadian Centre For Foreign Policy Development

NEWSLETTER

Welcome to our first newsletter! We hope to publish 4 a year and hope that you will let us know any news that you feel should be shared. We appreciate your suggestions and views anytime.

The Centre
Established in early 1996, our mandate is to increase public participation in foreign policy making. We respond to public policy project ideas. In the past 10 months, Canadians have sponsored a lot of interesting projects and we in turn...

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère



Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

BULLETIN

Forum national de 1997 sur les relations internationales du Canada

Cette année, les Canadiens qui assisteront au Forum national sur les relations internationales du Canada échangeront leurs points de vue sur quelques-unes des questions essentielles pour les relations avec l'Asie-Pacifique. Ils discuteront de ce qu'ils peuvent faire pour promouvoir les droits de la personne et le développement durable, pour encourager le secteur privé à formuler des codes de conduite et pour inclure les autochtones et protéger leurs droits.

Plus de 300 Canadiens participeront aux réunions du Forum national qui se tiendront dans quatre villes dans différentes régions du pays. La première réunion a eu lieu le 26 avril à Victoria (félicitations à tous pour le succès qu'a connu cet événement). Ernie Regehr et Ken Epps de l'Université de Waterloo tiendront la prochaine réunion le 24 juin, Katie Orr et Tim Shaw de l'Université Dalhousie organiseront une rencontre à Halifax le 14 juillet, et Yannick Lamonde et Alain Prujiner de l'Université Laval seront les hôtes d'une réunion à Québec le 15 août.

Les participants, venus d'ONG, d'universités, des médias, des milieux d'affaires et du mouvement syndical feront leurs discussions sur « l'Asie-Pacifique : questions et choix », document rédigé pour le Centre par John Hay et traitant de certains enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens dans leurs relations avec l'Asie-Pacifique.





Missions spéciales de 1996-1997

Cette année, un certain nombre de travaux spéciaux ont été mis en marche. L'une des priorités a été de trouver tous ceux qui, dans tout le Canada, s'intéressent ou peuvent s'intéresser à contribuer à la formulation de la politique étrangère. À cet égard, il a fallu notamment évaluer la capacité de particuliers et d'institutions de faire une contribution pertinente à l'élaboration de la politique étrangère dès maintenant et à l'avenir.

Parmi ces efforts, notons des échanges pancanadiens avec des experts et chercheurs des milieux universitaires pour voir comment ils peuvent ajouter à leurs travaux universitaires une dimension « options politiques ». Des tables rondes auxquelles ont participé des militants des ONG au niveau local ont porté sur le même sujet : comment peuvent-ils ajouter cette dimension à leurs programmes et activités de promotion? Ces échanges ont stimulé la collaboration entre les experts et les universitaires, et entre les universités et les ONG. Ils ont aussi entraîné la création dans tout le Canada d'un réseau de personnes et de groupes de développement de la politique. Ces groupes ont suscité et pris en charge un certain nombre de projets d'élaboration de la politique au cours de l'année.

Un autre travail spécial mis en marche cette année a été la création d'un site Web. Celui-ci est conçu pour fournir de l'information sur l'élaboration de la politique, des liens avec d'autres sites intéressants pour la politique étrangère, servir

à l'éducation des jeunes (création d'une capacité dans la prochaine génération) et favoriser des échanges sur l'élaboration de la politique (commençant en français avec des universités et des ONG francophones de trois provinces). En collaboration avec le Media Awareness Network, on est en train de concevoir des cours de niveau secondaire sur la consolidation de la paix et les questions de culture et de souveraineté dans les relations entre le Canada et les États-Unis.

Une autre activité spéciale a été mise en marche, soit l'établissement d'échanges réguliers avec divers services du Ministère afin de les informer du point de vue du public sur l'élaboration de la politique et, en retour, d'informer les citoyens des résultats de leurs travaux et de leur communiquer une information constante sur l'élaboration de la politique. Un dispositif permettant de consulter, de commenter et de donner des réactions est maintenant en place dans tout le Ministère, et des relations de travail ont été établies avec le Groupe de planification des politiques. Le Ministre et le sous-ministre, Gordon Smith, ont fait état de l'engagement du Ministère à bâtir ces relations de travail dans une lettre commune de décembre 1996.

Les moyens de rétroaction et de communication comprennent notre bulletin régulier (3 000), le site Web, une brochure et les propositions de politique publiées en collaboration avec « Canadian Foreign Policy » (Ottawa) et « Études Internationales » (Québec) et nos propres rapports et documents hors-série.

Réunions participatives de 1996-1997

- Tables rondes dans les universités : Memorial, Dalhousie, Saint Mary's, I.P.-E, Nouveau-Brunswick, Laval, Sherbrooke, Montréal, UQAM, Carleton, Toronto, York, McMaster, Manitoba, Saskatchewan, Calgary, Alberta, U.B.C., Victoria, 1996-1997
- Conseil canadien pour le commerce international, Comité des affaires internationales de la Chambre canadienne de commerce, 26 mars 1997
- Bureau du Conseil privé, 6 mars 1997
- National Democratic Institute, 27 février 1997
- Greffiers de comités de la Chambre des communes (Affaires étrangères, Droits de la personne)
- Centre parlementaire, bibliothèque du Parlement, 25 février 1997
- Comité exécutif (Sous-ministre des Affaires étrangères, sous-ministres adjoints et directeurs du Ministère), 24 février 1997
- Conseil international des études canadiennes et « Friends of Canadian Studies », 19 février 1997
- Conseil canadien pour la coopération internationale, 18 février 1997
- Bill Graham, député, John English, député. Présidents de comités de la Chambre des communes (sous-comité des affaires étrangères, des droits de la personne), 14 février 1997
- Président et personnel, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 13 février 1997
- Présidents/Directeurs
Institut Nord-Sud, 30 janvier 1997
Congrès du travail du Canada, 14 janvier 1997
ICAL, 2 juillet 1996
Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL), 28 juin 1996
Fédération mondiale des associations pour les Nations unies, 1er avril 1996
- Comité national et Comité de Vancouver du Sommet des populations de l'APEC, 17 janvier 1997
- Direction générale des politiques, ACDI, 18 octobre 1996
- Association des universités et collèges du Canada, 11 octobre 1996





L'année en revue

Universités

L'un des points de départ du travail du Centre a consisté à recenser la capacité de recherche en politique étrangère qui existe dans les universités canadiennes. Cette recherche a été menée par 18 éminents spécialistes sous la conduite de Maureen Molot, directrice de la Norman Patterson School of International Affairs, à l'Université Carleton. Cette étude constitue le document hors-série no 1 du Centre.

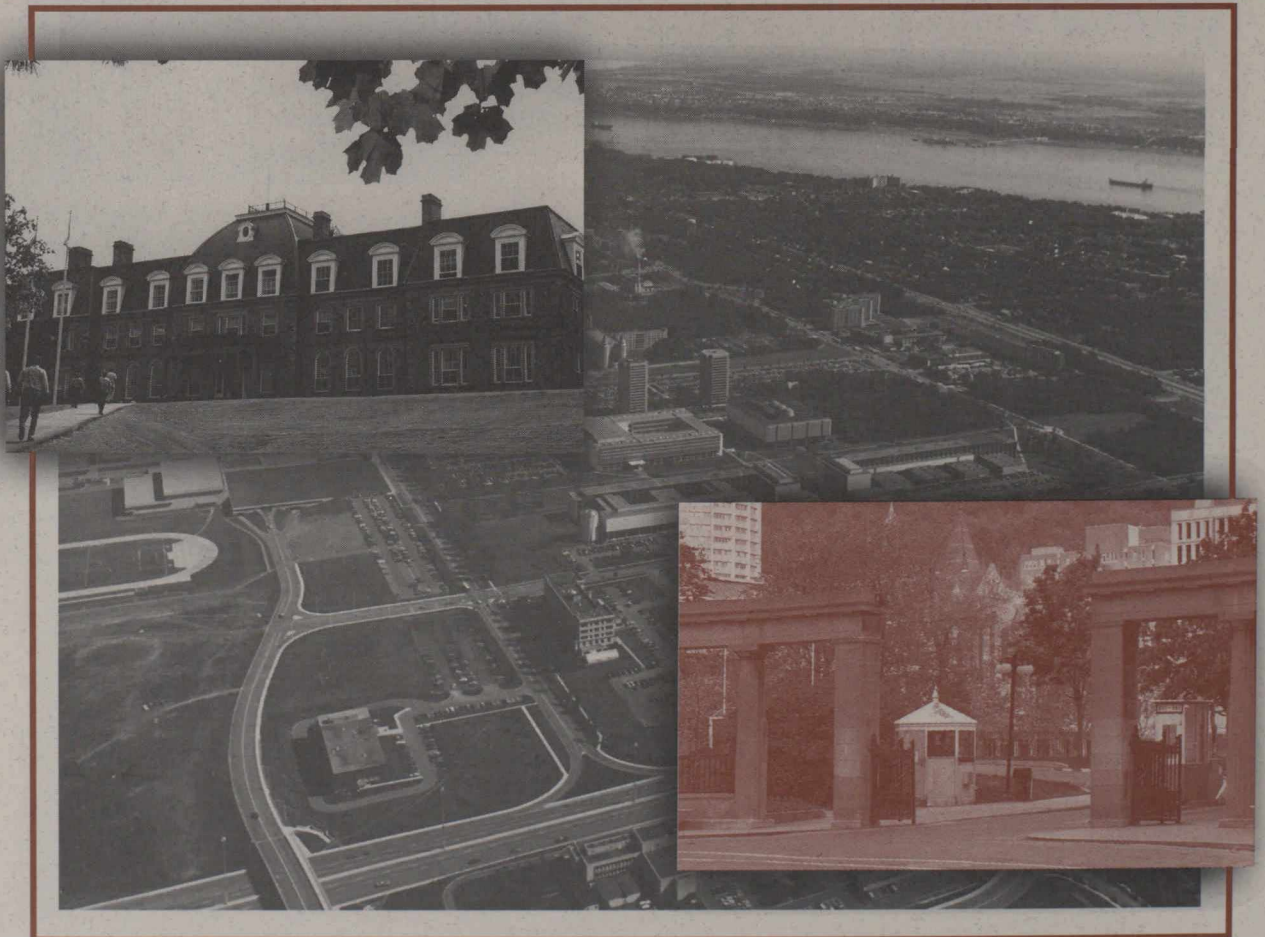
L'étude a permis de déceler, dans le milieu universitaire, les points forts et les faiblesses des divers domaines de la politique étrangère (environnement, droits de l'homme, commerce, sécurité, droit, développement, etc.) et les différentes régions (États-Unis, Amérique latine, Afrique, Asie-Pacifique, etc.).

Ce qui revêt une importance particulière pour notre travail, ce sont les recommandations du rapport sur la collaboration, les liens entre les universités et les responsables de la politique, les conférences, la société civile et les occasions offertes aux jeunes.

L'étude signale que les universités et les ONG sont deux solitudes. Elle recommande que les milieux canadiens de la recherche et des universités s'attachent davantage à renforcer les réseaux entre les universités et les ONG et, à l'intérieur du milieu universitaire, entre les universitaires des diverses disciplines et régions.

L'étude dit aussi que la capacité de recherche axée sur la politique n'est pas mobilisée et exploitée efficacement par les milieux de la politique. L'absence de liens, officiels ou non, qui faciliteraient la communication et la consultation entre les milieux universitaires et de la politique est l'une des principales causes de ce problème.

Les spécialistes sont d'avis que l'on consacre trop d'argent à des conférences dans certains domaines au lieu de soutenir des projets et des recherches pertinentes pour la politique qui permettent de formuler des propositions de politique canadienne. Ils signalent en outre qu'il peut être considéré comme étonnant que la capacité de recherche du Canada sur les droits de l'homme et la société civile soit jugée plutôt faible.





Ils demandent qu'on prête attention aux jeunes universitaires qui butent sur un blocage de génération et qu'on leur donne des débouchés.

Ces opinions et recommandations ont constitué un guide important pour nos travaux cette année. Le premier projet qui a été annoncé, concernant l'élargissement de l'OTAN, a été pris en charge par un groupe coopératif formé de spécialistes de diverses universités et disciplines de tout le Canada (Québec et C.-B.). D'autres projets ont favorisé la collaboration des universités et des ONG. Cette année, l'élaboration de réseaux a été étroitement rattachée aux universités, qui ont été liées aux travaux d'élaboration de la politique du Centre. Les universités, de Memorial à Royal Roads, sont un élément vital du réseau d'élaboration de la politique et elles se sont aussi chargées de nombreux projets d'élaboration de la politique au cours de la première année (voir la liste des éléments du réseau et les diagrammes de projet). Les dirigeants universitaires ont joué un rôle important dans nos activités également. La présidente de York University, Susan Mann, a ouvert le Forum national de Toronto en

1996 (Dalhousie, Laval, l'Université de l'Alberta et l'Université de Victoria ont été les hôtes de manifestations semblables), le président de l'Université de la Colombie-Britannique, David Strangway, a accueilli des invités à la conférence, et, dans l'ensemble du pays, des vice-présidents et dirigeants de faculté ont été les hôtes de tables rondes et d'échanges sur la création de réseaux. Nous avons fait un effort spécial pour faire participer des universités et des professeurs et étudiants qui sont en dehors du circuit habituel de la politique étrangère (Université de la Saskatchewan, Université du nord de la Colombie-Britannique, Université de l'Île-du-Prince-Édouard, Université de Sherbrooke et autres).

Nous avons limité notre soutien pour les conférences à celles qui promettaient de donner des résultats en matière de propositions de politique, ce qui a eu deux effets : limiter le nombre des contributions aux conférences et inciter les organisateurs à réfléchir à la pertinence de leur conférence pour la politique et à l'élaboration de propositions de politique.



ONG, société civile et jeunes

Nous avons accordé une attention particulière à la nécessité de mieux comprendre l'apport que peuvent faire à la formulation de la politique la société civile au sens plus large, les jeunes et les peuples autochtones. Le

Conseil canadien pour la coopération internationale a fait un sondage de la capacité des ONGs afin de la formulation de la politique, (document hors-série no 2) et la Chambre de commerce du Canada (document hors-série no 3) ont été consultés afin d'approfondir cette compréhension. Le monde des affaires et les syndicats ont participé au Forum national. Nous avons entrepris d'autres projets en partenariat avec des journalistes, des juristes, des médecins, des étudiants, des artistes, des enseignants, des experts des médias, des groupes de femmes et des organisations de jeunes (voir les résumés de projets). Au nombre des projets des jeunes, on remarque des projets sur la jeunesse (travail des enfants, droits des enfants, éducation) et des projets réalisés par des jeunes (activités d'étudiants d'université et de niveau secondaire, et festivals pour enfants).

L'objectif poursuivi est d'élargir la participation des citoyens aux débats sur la politique étrangère et une formulation de la politique étrangère qui ne fait pas appel uniquement aux acteurs habituels mais aussi à une partie plus grande de la société civile.





Propositions de projet



Le Centre réagit aux propositions de projet provenant de trois sources : le Ministre des Affaires étrangères et son conseil consultatif, le Ministre et le public.

Conseil consultatif du Ministre

Janice Gross Stein, Toronto (Ontario), présidente

Alain Prujiner, Directeur, Institut québécois des hautes études internationales - Université Laval

Guy Savard Midland, Walwyn Capital - Montréal

Maureen O'Neil, Institute on Governance Ottawa

Murray Smith, Centre de droit et politique commerciale

Université Carleton

Christine Lee, Directrice exécutive de la Gordon Foundation - Toronto

Charissa McIntosh - Winnipeg

Brian Stevenson, Université de l'Alberta

Harriet Critchley - Université de Calgary

Brian Job, Directeur, International Relations Institute Université de la Colombie-Britannique

Le Conseil consultatif du Ministre cerne les questions stratégiques et émergentes en politique étrangère pour les signaler au Ministre et, avec l'approbation de ce dernier, recueillir les idées et propositions de politiques du public à leur sujet. Le Centre entreprend des projets avec le public (documents sur les propositions de politique, tables rondes, conférences, rapports de spécialistes) pour étudier ces questions.

Le Conseil consultatif s'est réuni trois fois (à Ottawa, à Vancouver et à Montréal) et a recommandé au Ministre d'accorder son attention à la Bosnie, à l'élargissement de l'OTAN, au travail des enfants et aux questions de communications internationales, et il a discuté avec lui de la contribution du public à l'étude des dossiers du Conseil de l'Arctique.

Le Conseil a approuvé les critères régissant les projets financés par le fonds John Holmes, donné son appui à l'organisation pancanadienne, au niveau local, du Forum

national et discuté des dimensions internationales du fédéralisme. Il a aussi recommandé que les dossiers suivants fassent l'objet d'une attention particulière : consolidation de la paix, APEC (ONG et droits de la personne) et les relations canado-américaines (souveraineté culturelle).

Parmi les projets qui donnent suite directement aux conseils ainsi donnés au Ministre, notons :

- Élargissement de l'OTAN (Laval et Université de la Colombie-Britannique)
- La Bosnie après les élections (Comité pour la consolidation de la paix)
- Table ronde sur le travail des enfants et projets Marquis-Pueblito
- Internet, cyberdiplomatie, haine-pornographie et projets sur l'avantage du Canada en information
- Rapport sur le fédéralisme international
- Projets d'édification de la paix (Bosnie, Afrique, Casques blancs, enseignements de la Yougoslavie, handicaps, jeunes ambassadeurs, justice pénale, rôle des femmes dans la consolidation de la paix, Nigéria, sécurité au Moyen-Orient, paix au Guatemala, multiculturalisme en Europe de l'Est)
- Tables rondes sur l'Asie-Pacifique (commerce international et droits de la personne, droits ancestraux, peuples autochtones, développement durable, liberté des médias)
- Questions de culture et de souveraineté dans les relations canado-américaines, pour les écoles secondaires
- Conférence circumpolaire Inuit, Pauktuutit Inuit Women's Association et cinq autres projets avec l'ambassadrice Mary Simon concernant les propositions de recherche et de politique du Conseil de l'Arctique.

(Pour plus de détails, voir les diagrammes de projet)





Le Ministre

À l'occasion, le Ministre demande au Centre d'entreprendre des projets pour solliciter l'opinion du public ou de spécialistes et présenter des propositions de politique nouvelles ou modifiées. Les projets dont le but est de répondre directement à ces demandes du Ministre prennent le plus souvent la forme de tables rondes qui réunissent des fonctionnaires du Ministère (dont les responsables du secteur en cause), des universitaires, des spécialistes des ONG, des jeunes et des jeunes chercheurs, des parlementaires et d'autres personnes.

Parmi ces projets, notons des tables rondes consacrées aux sujets suivants :

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| ■ Travail des enfants | ■ Droits de la personne |
| ■ Afrique centrale | ■ Nigéria |
| ■ OTAN | ■ Asie centrale |
| ■ Combustible MOX | ■ Birmanie |
| ■ Chine | |

(Pour plus de détails, voir les diagrammes de projet)

Le Ministre des Affaires étrangères et (ou) le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), Raymond Chan et la secrétaire d'État (Afrique-Amérique latine), Christine Stewart, ont assisté à presque toutes ces tables rondes. De nombreux fonctionnaires du ministère représentant des services très divers, dont le sous-ministre et des chefs de secteur, y ont également pris part.

Le Ministre a aussi lancé des travaux de recherche sur les codes d'éthique et le respect des droits de la personne à l'étranger, les dépenses militaires, le Commonwealth, le dossier Raoul Wallenberg et le renforcement de la société civile.

Le Ministère

Dans le cadre de son mandat, le Centre doit notamment collaborer avec le Ministère - et lui prêter assistance - pour les dossiers dans lesquels la consultation du public ou les études d'experts peuvent être utiles.

Au nombre des projets entrepris à la demande du Ministère, notons les suivants :

- Relations canado-américaines (environnement des Grands Lacs, pêche sur la côte ouest, exploitation forestière)
- Trois documents sur les politiques possibles relativement à l'Union européenne
- Soutien pour Mines Action Canada et la conférence d'Ottawa sur les mines terrestres
- Recherche sur le rôle de l'ambassadeur
- Préparation de la conférence Le Savoir mondial (Montréal)
- FOCAL Atlantique et les Antilles (Moncton)
- Soutien pour la conférence de l'OCDE sur les dépenses militaires

(Pour plus de détails, voir les diagrammes de projet)

... des opinions et propositions de politique venant du public informeront la formulation de la politique du Ministère et les efforts du public bonifieront le travail du Ministère. Les conseils en matière de politique que le Ministère donne au Ministre doivent tenir compte des consultations du public... La création du Centre reflète un important engagement à confier au public un plus grand rôle dans l'élaboration de la politique étrangère.

Gordon Smith
sous-ministre



Le public

Le fonds John Holmes

Les citoyens sont invités à proposer des projets pertinents se rapportant à l'élaboration de la politique et aux propositions de politique. Les critères qui encadrent l'approbation d'une aide du fonds John Holmes pour des propositions du public sont les suivants :

- pertinence de la politique (les projets doivent enrichir et faire avancer le débat sur la politique étrangère du Canada et les besoins en matière de politique étrangère),
- participation de jeunes (comme documentalistes, stagiaires, participants, rapporteurs),
- collaboration entre particuliers et institutions, et entre le milieu universitaire et les ONG.

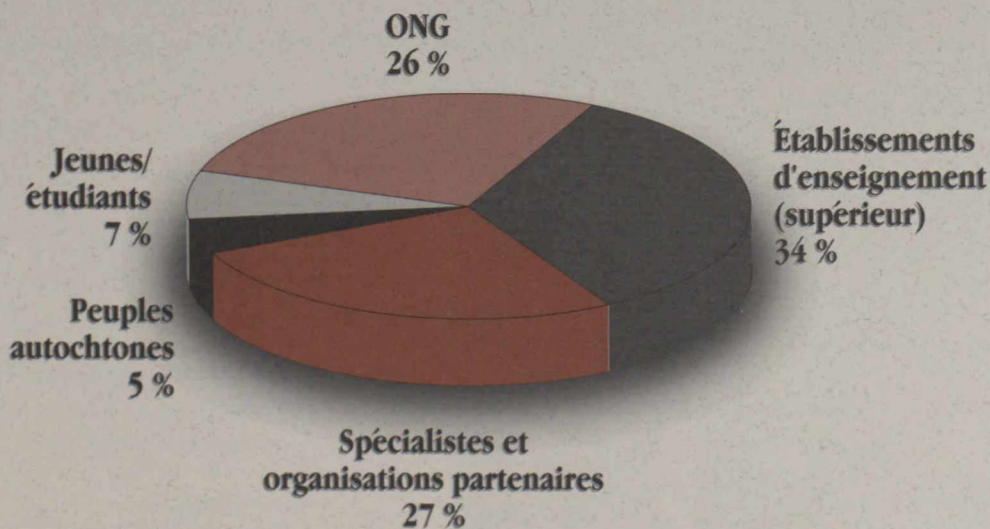
Le financement est plafonné à 20 000 \$ pour les grands projets et à 10 000 \$ pour les études plus modestes et les tables rondes.

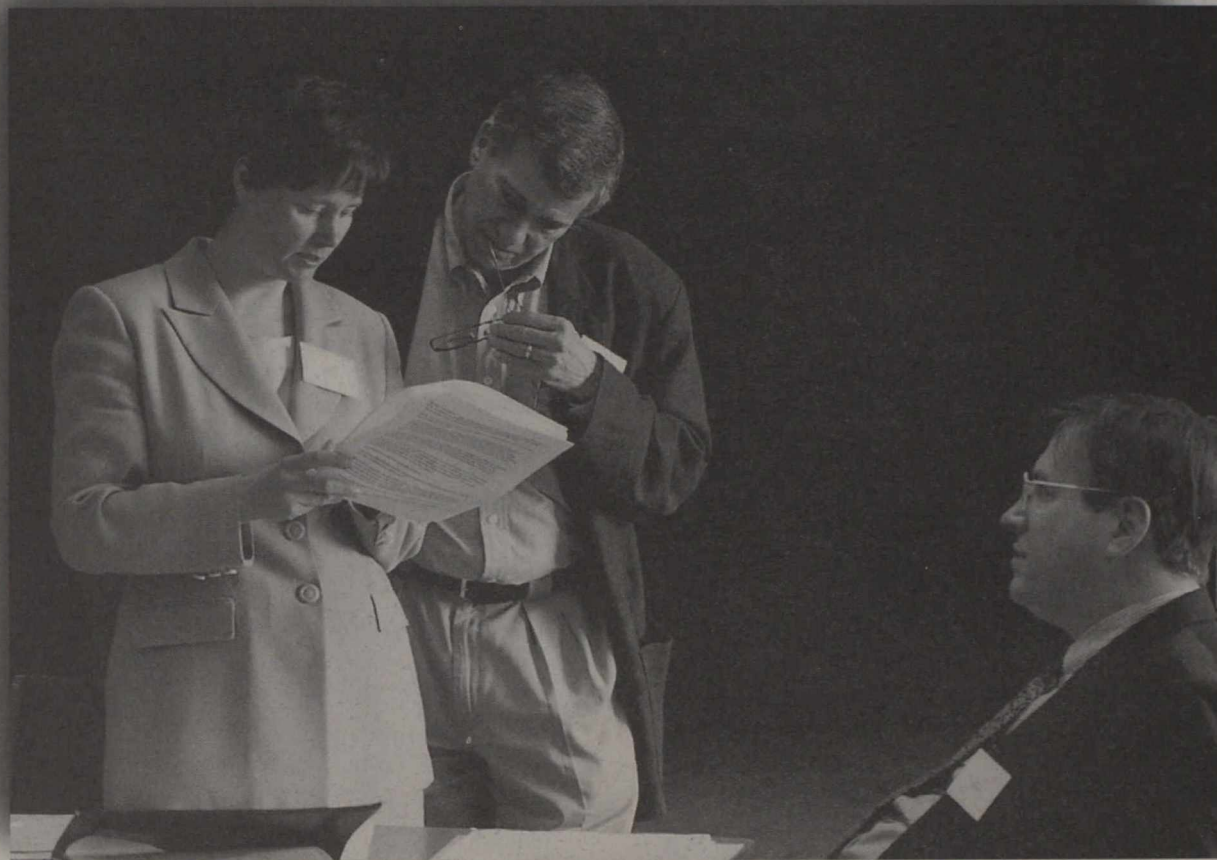
Un comité chargé des projets (Centre, Ministère, cabinet du Ministre) passe régulièrement en revue les propositions du public et présente des recommandations pour approbation par le Ministre.

Étant donné les contraintes de temps et la diminution des ressources mises à la disposition des universitaires et des ONG, on fait tous les efforts pour encourager les participants et faire preuve de convivialité. Il n'y a pas de formulaire officiel de demande ni de liste de vérification des projets du style CRSH. Les propositions de projet peuvent être brèves et énoncer clairement seulement le rapport avec la politique, les objectifs, l'organisation et les participants du projet. Peu de propositions de projet ont été rejetées cette année. Des efforts sont faits pour discuter d'améliorations des propositions avec leurs auteurs, avant la présentation de ces propositions au comité chargé des projets.

La date limite pour l'achèvement de tous les projets est la fin de l'exercice financier du gouvernement, soit le 31 mars.

Partenaires





Exemples de projets proposés par le public :

- Sécurité dans la région Asie-Pacifique (York)
- Enseignements à tirer de l'expérience yougoslave (Université de Toronto)
- Ordre international (Université McGill)
- Propositions de politique relative à l'Ukraine (Bureau canadien de l'éducation internationale)
- Armes nucléaires (Physicians for Global Survival)
- Afrique du Sud—Jeunesse (Collège Algonquin)
- La société civile à Cuba (Université du Nouveau-Brunswick)
- L'alimentation dans le monde (Syndicat national des cultivateurs)
- Atlantique Nord-Ouest (Memorial)
- La démocratie en Afrique (Vues d'Afrique, Montréal)
- Droits de la personne et commerce international (Université de Calgary)



Fonds de la société civile

Le renforcement de la capacité de la société civile de contribuer utilement à la formulation de la politique étrangère du Canada est un objectif important.

Si cet objectif a été retenu, c'est à cause des dilemmes et critiques de la « démocratisation » de la politique étrangère, incluant la limitation de consultations avec les grands acteurs et des « groupes intermédiaires » élitistes.

Nous avons entrepris, avec l'objectif à long terme de mieux sensibiliser la société civile, au sens plus large, et de renforcer sa capacité de contribuer de façon pertinente et utile à l'élaboration de la politique. Cette démarche est fidèle aux conseils donnés par Betty Plewes et Tim Draimin, du Conseil canadien pour la coopération internationale, dans le même numéro de Canada Among Nations.

...le Centre pour le développement de la politique étrangère, dont on propose la création, ... pourrait jouer un rôle clé dans le renforcement de l'évolution démocratique des politiques en...introduisant, au niveau des politiques, des approches coopératives qui aident les intervenants actuels du milieu des affaires étrangères à être des participants plus efficaces tout en élargissant la participation du grand public.

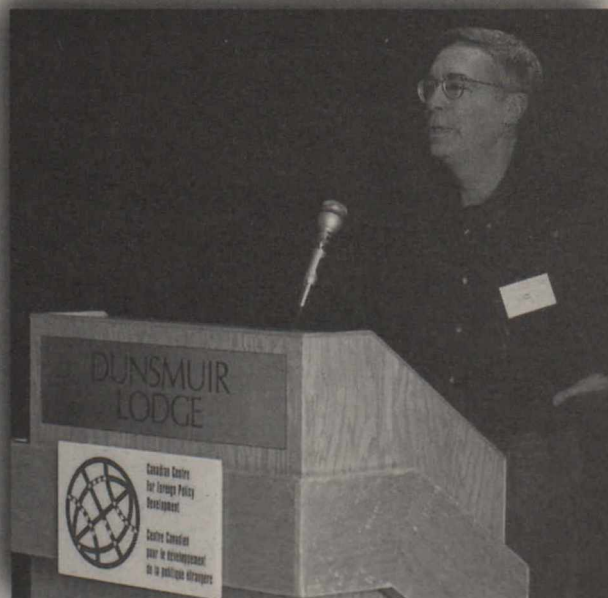
Betty Plewes et Tim Draimin
Canada Among Nations 1995

... on peut arguer que la politique des groupes d'intérêt, loin d'être démocratique, consacre et institutionnalise plutôt l'accès au processus de formulation des politiques, qui est restreint à un petit nombre; le grand nombre n'a guère de place dans un tel processus.

Kim Richard Nossal
Canada Among Nations 1995

Notre version de cet avis est qu'il faut essayer de renforcer la capacité en dehors de cette « clientèle ». Les Canadiens de nombreux milieux qui ont une vaste expérience internationale peuvent offrir beaucoup, pourvu qu'on les invite à participer. Les jeunes chercheurs, les jeunes en général et les peuples autochtones ne demandent pas mieux que de contribuer aux débats.

Le fonds de la société civile a pour but de soutenir les citoyens pour qu'ils acquièrent une expérience de la réflexion sur la politique et qu'ils contribuent à la formulation des politiques. En cette première année, le fonds a servi à créer un réseau à la base, à soutenir la capacité des ONG en matière de politique et à permettre aux Canadiens de tenir des débats de politique sur les dossiers de l'Asie-Pacifique (en cette année de l'Asie-Pacifique et à l'occasion du sommet populaire de l'APEC). Le fonds a aussi soutenu quelques projets pilotes à l'étranger pour étoffer l'expérience et la capacité de la société civile canadienne de contribuer à la politique étrangère (promotion de la culture et des valeurs canadiennes) et aider les Canadiens à contribuer au renforcement de la société civile dans les démocraties émergentes.





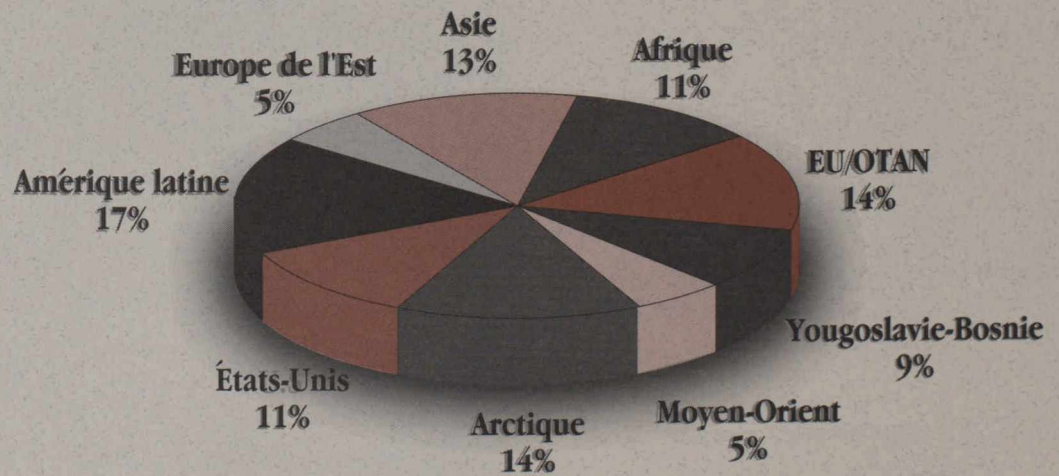
Documents des options politiques

Asia-Pacific: Questions and Choices/L'Asie-Pacifique : Questions et choix John Hay	Defending and Promoting Free Expression Around the World Gerald Caplan
Burma: Policy Options for Canada Robert Anderson	Guatemala Peacebuilding: Civil Society and Options for Canada Frances Arbour
Summaries of Asia-Pacific Roundtables/Sommaires des table rondes sur l'Asie-Pacifique	Early and Late Warning by the UN Secretary General: Article 99 Revisited Walter Dorn
Indigenous Heritage Rights and APEC Native Law Centre, University of Saskatchewan	Military Expenditures in Developing Countries: Views from the South Ernie Regehr et al.
Strengthening Civil Society in Mexico John W. Foster	Vue d'Afrique, Nouri Lajmi
Engendering Peacebuilding Kimberley Manning and Barbara Arneil	
The Candu MOX Initiative: Policy Options Peter Gizewski and Franklyn Griffiths	



13

Projets par secteur géographique d'intérêt





Points saillants des projets

■ Le Canada et l'élargissement de l'OTAN

Reagissant au débat sur l'élargissement de l'OTAN et à l'intérêt que le Ministre accorde à l'opinion des Canadiens sur la question, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère a commandé une importante étude sur les diverses politiques possibles au sujet de l'élargissement de l'OTAN. Les auteurs de l'étude ont préconisé ce qui suit :

- l'élargissement de l'OTAN doit se faire d'une manière qui réduit au minimum les préoccupations des Russes,
- l'élargissement doit viser à maintenir la cohésion et l'efficacité de l'Alliance,
- l'élargissement doit être réalisé parallèlement à d'autres efforts visant à établir des liens transatlantiques ou à les renforcer,
- la préparation de l'élargissement doit comporter des initiatives concrètes en faveur de pays de l'Europe de l'Est qui ne sont pas membres de l'OTAN, notamment l'Ukraine.

Tiré d'un document sur les options relatives à l'élargissement de l'OTAN et aux intérêts transatlantiques du Canada, projet réalisé en collaboration par Albert Legault, de l'Université Laval, et Allen Sens, de l'Université de la Colombie-Britannique, à l'automne 1996. Le document a été remis au ministre et aux fonctionnaires des Affaires étrangères en prévision de la réunion des ministres de l'OTAN, en décembre 1996.

■ La Bosnie : après les élections

En octobre 1996, des représentants d'ONG, des universitaires et des fonctionnaires du gouvernement se sont réunis pour discuter de problèmes et de propositions relatifs au rôle du Canada dans le processus de consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine. L'attention a porté surtout sur les stratégies concernant le rôle du gouvernement et des ONG du Canada. Voici les recommandations clés :

- le rôle du Canada comme artisan de la paix dans la région est toujours reconnu et il faut tabler sur cet atout,
- il est essentiel d'assurer la collaboration et la coordination entre les ONG sur le terrain, et entre les ONG et le gouvernement. Les partenariats et la mise en commun de ressources entre les acteurs officiels et les ONG doivent être exploités dans toute la mesure du possible,

La participation canadienne doit porter sur des domaines prioritaires, dont la sécurité, les droits de l'homme, les réfugiés, les élections et la justice.

- les accords de Dayton, tout imparfaits qu'ils soient, sont la seule solution possible, et ils doivent donc encadrer les efforts de reconstruction et de remise en état,
- le succès des accords dépend du maintien de la présence de l'OTAN et des États-Unis. Le Canada doit intervenir auprès de ses alliés de l'OTAN, notamment les Américains, pour maintenir une présence en Bosnie après le retrait de l'IFOR.

Publications

NATO Enlargement and Canada's Trans-Atlantic Interests/Élargissement de l'OTAN et les intérêts transatlantique du Canada
Albert Legault, Allen Sens, Michel Fortmann and Paul Marantz
(IQHEI Laval)

Bosnia-Herzegovina: Beyond the Elections
Canadian Peacebuilding Coordinating Committee

Managing Diversity in a Plural Society
(Forum Eastern Europe)

Ethnic Conflicts and Social Stability in Eastern Europe
(Forum Eastern Europe)

Canada's Information Edge
Ann Medina (Canadian Foreign Policy)



- Le gouvernement canadien doit continuer de soutenir les ONG canadiennes et internationales et prendre l'initiative dans la préparation des élections. Il vaut mieux laisser aux plus importants protagonistes les grands travaux de reconstruction de l'économie. Le Canada doit faire porter ses efforts sur l'édification d'un climat de confiance en collaborant à des projets au niveau local.

Tiré du rapport sur la table ronde du 8 octobre 1996, consacré à la stratégie canadienne en Bosnie. Le rapport a été soumis au ministre et aux fonctionnaires des Affaires étrangères avant les réunions de Londres qui ont suivi les élections en Bosnie.

Propositions de politique canadienne relativement à l'Ukraine

Les recommandations de politique qui suivent découlent d'un symposium qui a été tenu par le Bureau canadien de l'éducation internationale en décembre 1996 et a réuni des parlementaires, des fonctionnaires, des universitaires, des représentants d'ONG et des experts canadiens et ukrainiens. Le symposium a porté à la fois sur la politique étrangère et sur l'aide publique au développement.

L'Ukraine est un pays important pour le Canada parce que c'est une démocratie émergente de l'Europe centrale et orientale, qu'il peut y avoir des échanges commerciaux entre le Canada et l'Ukraine et des intérêts économiques communs, et que les Canadiens et le Canada semblent avoir des liens spéciaux avec ce pays et une certaine influence la-bas.

Le Canada devrait promouvoir la réforme de l'économie et le développement de la démocratie, notamment la privatisation, la règle de droit, un système de justice plus solide et des réformes politiques et administratives.

L'aide technique devrait porter sur les points suivantes :

- fournir les services de conseillers canadiens à des ministères disposés à apporter des réformes,
- accroître la représentation canadienne au sein des IFI en Ukraine,
- faire dépendre les garanties de prêts du respect de certaines exigences en matière de réforme,
- assurer le développement de la petite entreprise (formation, prêts),
- former les fonctionnaires, notamment aux niveaux provincial et municipal,
- promouvoir des liens entre les associations, universités et entreprises canadiennes et ukrainiennes,
- encourager une privatisation plus rationnelle des entreprises de l'État et soutenir les coopératives agricoles ukrainiennes pendant la transition vers une privatisation totale,
- parrainer des forums sur la politique qui favorisent le dialogue entre les bureaucrates et les gens d'affaires,
- soutenir les relations entre les secteurs agricoles canadien et ukrainien.

« A Canadian-sponsored seminar in Ukraine last month brought together Russian speakers from the Crimea with other Ukrainians for sessions on tolerance, accommodation and the workings of a multiethnic, multilingual state - Canadian-style. »

« "Canadians want a value-driven foreign policy," says Steven Lee, who heads the government-sponsored Centre for Foreign Policy Development. "They want democratic values and human rights to be central." »

*Paul Koring
TIME magazine, juin 1997*

Documents hors-série

1. The State of Canada's Foreign Policy Research Capacity
Maureen Molot et al. (Norman Patterson School of International Affairs)
2. Canada's International Cooperation NGOs and Policy
Tim Dramin (CCIC)



■ Droits de la personne et commerce international

La « Table ronde sur les droits de la personne et le commerce international » de mars 1997 a été organisée par la Faculté de droit et l'International Centre de l'Université de Calgary. Elle a permis à des représentants d'entreprises et d'ONG et à des universitaires de se rencontrer pour discuter des liens entre les droits de la personne et les pratiques du commerce international, y compris les codes d'éthique d'application volontaire. Parmi les principales observations et recommandations, on remarque ce qui suit :

- il faut une meilleure compréhension entre tous les secteurs sur les questions de droits de la personne, y compris les conventions sur les droits de la personne dont le Canada est signataire,
- l'entreprise devrait envisager d'adopter des codes d'éthique d'application volontaire comme un moyen efficace de protéger les droits de la personne. Ces codes doivent également traiter de la corruption, du tourisme sexuel et de la pornographie juvénile,
- les codes d'éthique doivent être élaborés avec la participation des entreprises, d'universitaires, d'ONG et de groupes de défense des droits de la personne. Il faudrait envisager d'adopter un code modèle dans le contexte des réunions de l'APEC,
- pour être efficaces, les codes d'éthiques devraient être appliqués au niveau international, par le truchement du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC. Les ressources financières nécessaires pour faire respecter ce code devraient venir de tous les secteurs,
- les entreprises peuvent renforcer les droits de la personne en faisant la promotion d'initiatives parallèles dans des domaines comme l'alphabétisation, les communications et la santé,
- le gouvernement peut jouer un rôle en facilitant la tenue de forums d'entreprises consacrés aux droits de la personne et aux codes d'éthique. Selon les entreprises, les gouvernements doivent s'abstenir de légiférer et d'imposer des règlements et proposer plutôt des lignes directrices et des mesures incitatives visant à protéger les droits de la personne. Les codes d'éthique, si on veut qu'ils soient le plus efficaces possible, doivent être élaborés et appliqués volontairement par les entreprises.

Ces opinions guident les débats du Forum national de 1997.

■ Les Femmes et le développement économique en Asie

La « Table ronde sur les femmes et le développement économique en Asie » a eu lieu à l'Université du Nouveau-Brunswick à Fredericton, en mars 1997. Y ont participé des universitaires, des fonctionnaires et des représentants d'ONG. Voici quelques recommandations clés :

- il faudrait modifier les aspects de la politique étrangère qui concernent l'égalité des sexes pour insister sur le développement participatif, les femmes étant considérées comme des agents du processus de développement et non uniquement comme des bénéficiaires de ce processus,
- la politique canadienne relative à l'égalité des sexes devrait tenir compte de la précarité des emplois et de la dégradation des programmes sociaux, problèmes qui ont nui aux femmes et aux enfants de nombreux pays en développement,
- comme le développement économique revêt une plus grande importance, la politique canadienne sur l'égalité des sexes devrait insister sur un accès égal aux capitaux et à la technologie, notamment dans les contextes du micro-crédit et de la micro-entreprise,
- dans la politique étrangère du Canada, le principe de l'égalité des sexes devrait s'étendre à l'égalité d'accès aux emplois, à l'éducation, à la participation politique et aux droits civils,
- pour soutenir l'évolution vers l'égalité des sexes, la politique étrangère du Canada doit favoriser l'affectation de ressources financières et autres a) au soutien direct des groupes de femmes et b) à l'application de politiques et de lois nécessaires pour que règne un climat favorable aux plans socio-culturel, économique et politique.

Ces opinions guident les débats du Forum national de 1997.



Consolidation de la paix après les accords du Guatemala

La « Table ronde Canada-Guatemala » a permis d'évaluer les priorités et occasions en matière de consolidation de la paix dont le gouvernement canadien et les ONG devraient tenir compte dans leurs efforts pour bâtir la paix au Guatemala après la signature des accords de paix. Les participants ont recommandé une aide publique du Canada et une contribution des ONG à la consolidation de la paix et de la société civile au Guatemala et fait un certain nombre de propositions au sujet des peuples autochtones, du rétablissement, de la démilitarisation de l'État et de la surveillance du respect des droits de l'homme. Voici les recommandations clés qui ont été faites au gouvernement canadien :

- il faudrait mettre des mécanismes en place pour garantir le respect des accords par le gouvernement guatémalteque. Le Canada devrait emprunter les voies diplomatiques et autres pour inciter le gouvernement du Guatemala à honorer ses obligations, notamment en faisant dépendre du maintien de la paix l'aide et l'assistance politique ou autre,
- le Canada devrait soutenir les activités de l'ONU au Guatemala tout en insistant pour que les protagonistes de l'ONU aient une structure de coordination transparente et fassent régulièrement des rapports publics,
- le gouvernement canadien devrait soutenir l'établissement de liens entre les ONG canadiennes et celles du Guatemala,
- dans le cadre de son programme d'aide au Guatemala, le Canada devrait investir des ressources pour aider les paysans à faire l'usage le plus productif possible des terres disponibles, notamment dans le contexte de la réintégration économique des personnes déplacées, qui rentrent chez elles ou sont démobilisées.

Le Canada et le suivi du sommet mondial de l'alimentation

En mars 1997, des discussions en table ronde qui se sont déroulées à Saskatoon ont porté sur le suivi du Sommet mondial de l'alimentation et les deux mécanismes clés qui y ont été retenus comme moyen de garantir le droit à l'alimentation : une Convention internationale sur la sécurité alimentaire et un Code international de conduite pour une alimentation adéquate. Ont

participé aux discussions des ONG représentants des agriculteurs, des Églises et des groupes philanthropiques, des universitaires et des fonctionnaires. Voici quelques-uns des faits saillants :

étant donné que le code de conduite en est à un stade plus avancé, les participants estiment qu'il présente un meilleur potentiel et peut jouer un rôle plus immédiat dans la promotion de la position canadienne voulant que l'alimentation soit un droit fondamental de l'homme. Ils ont exhorté le gouvernement à :

- participer activement à l'élaboration, au perfectionnement et à la mise en oeuvre du code de conduite au Canada,
- participer activement à l'élaboration du code et en promouvoir l'adoption et la mise en oeuvre au niveau international en vue de définir les mesures propres à faire respecter le droit à l'alimentation et à atténuer ainsi le problème de la faim au Canada et à l'étranger,
- tenir une réunion, un an après le Sommet mondial de l'alimentation, pour examiner les progrès accomplis à l'égard des engagements pris au Sommet et l'état d'avancement du code de conduite.

Les participants ont conclu que le Canada avait un rôle important à jouer pour faire en sorte que le droit à l'alimentation devienne pour tous un droit qui est respecté et qu'on peut faire respecter.

La défense et la promotion de la liberté d'expression dans le monde entier

En mars 1997, le Comité canadien pour la protection des journalistes a rédigé un document dans lequel il définit les domaines où le Canada peut prendre des mesures afin de promouvoir la liberté d'expression dans le monde entier. Selon ce document, la liberté d'expression occupe une place centrale dans les valeurs canadiennes que sont la démocratie, le bon gouvernement, les droits de la personne et le développement, et le Canada a des compétences particulières pour servir la cause de la liberté d'expression au plan international. Il y aurait lieu de prendre d'autres mesures dans quelques domaines clés :

- protection de la liberté d'expression sur Internet : le Canada doit jouer un rôle de premier plan dans le mouvement d'opposition aux restrictions sur Internet,



- lois et liberté d'expression : la Charte canadienne des droits et libertés est un solide point de départ pour aider d'autres pays à définir leur approche du problème de l'équilibre entre la liberté d'expression et les motifs légitimes de restriction de cette liberté,
- formation des journalistes : le Canada est bien placé pour promouvoir l'acquisition de compétences dans le métier de journaliste, vu la tradition qui est la sienne dans les services publics et privés de radiodiffusion,
- distinction entre les radiodiffuseurs d'État et les radiodiffuseurs publics : là encore, grâce à l'expérience de CBC/SRC, les Canadiens comprennent et appuient des distinctions cruciales entre radiodiffuseur d'État et radiodiffuseur public, et ils peuvent faire comprendre efficacement cette distinction à l'étranger.

Le Canada pourrait s'engager dans d'autres domaines, notamment :

- la formation en matière de droits de la personne et de liberté d'expression,
- la protection de la liberté d'expression pendant les élections,
- la promotion des sources nationales d'information.

Ces opinions guident les débats du Forum national de 1997 et elles ont été discutées aux tables rondes qui ont assuré le suivi au Ministère et dans la collectivité.

Les droits ancestraux des autochtones et l'APEC

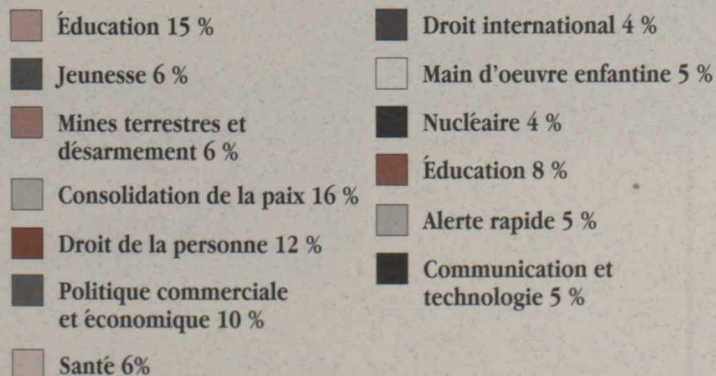
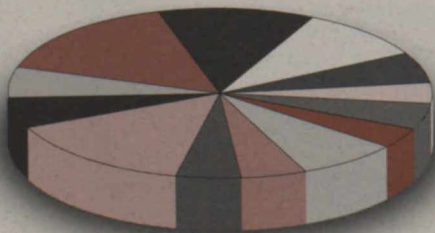
Une table ronde sur les droits ancestraux des autochtones et l'APEC a eu lieu à l'Université de la Saskatchewan en avril 1997. Des dirigeants autochtones canadiens, des universitaires et des experts y ont participé. Voici quelques-unes des recommandations principales :

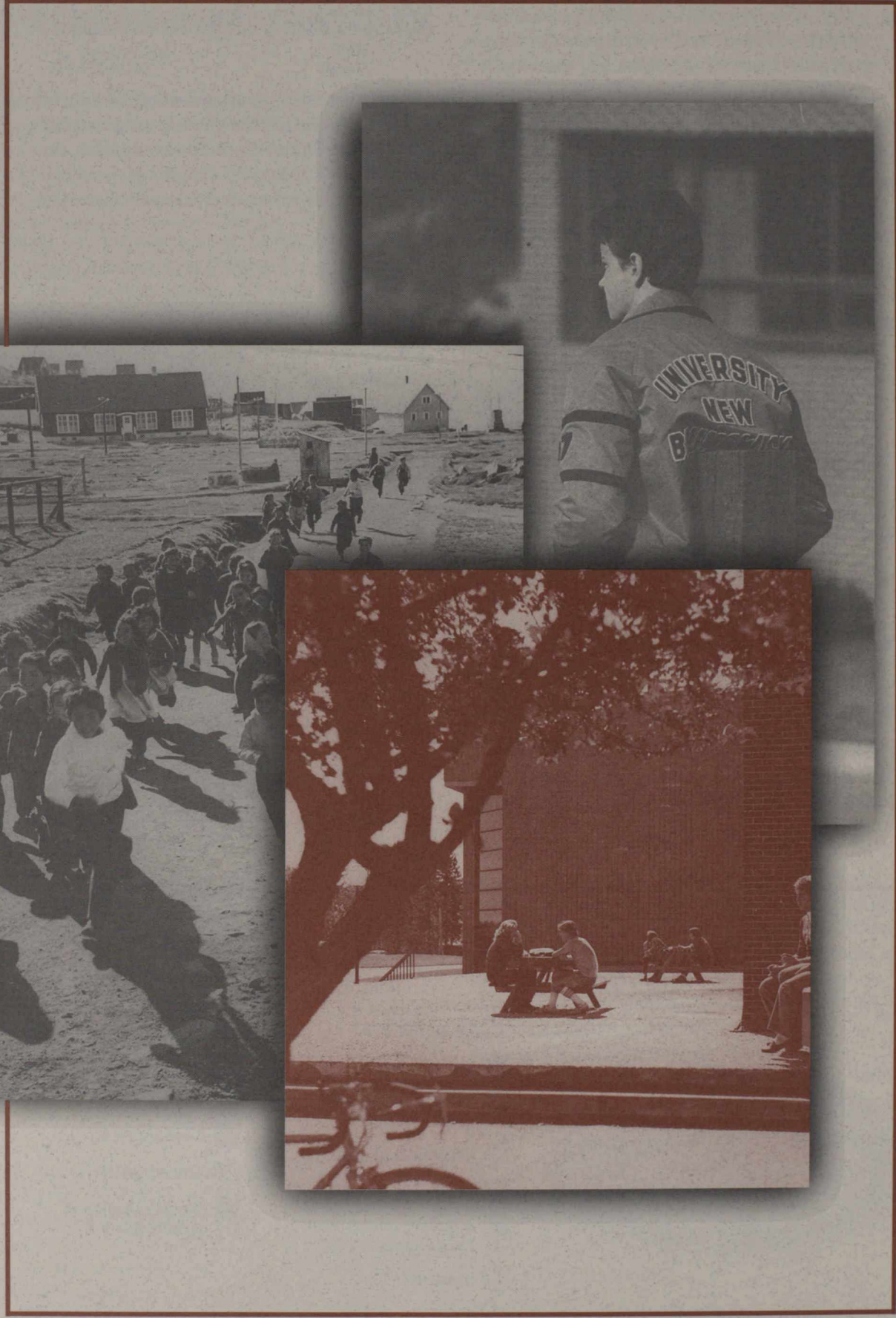
- lancement de travaux en vue de conclure un « accord accessoire » sur l'environnement, semblable à celui de l'ALENA, accord qui prévoirait expressément la participation des peuples autochtones,
- élaboration de dispositions, dans le processus de l'APEC portant sur les droits de propriété intellectuelle, afin de protéger le patrimoine autochtone,
- participation large et efficace des peuples autochtones au processus de l'APEC; ils pourraient faire partie des délégations officielles,
- meilleure information sur l'APEC pour les autochtones.

Ces opinions guident les débats du Forum national de 1997 incluant la participation des autochtones.



Projet, par sphère politique d'intérêt







Le Forum national sur les relations internationales du Canada



Le Forum national de 1996 sur les relations internationales du Canada a constitué un événement à la fois important et unique.

Important, parce qu'il répondait directement aux besoins du gouvernement en matière d'élaboration des politiques, le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy ayant appelé les Canadiens en Halifax, Québec, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Victoria à lui donner des idées pour l'avenir des activités de consolidation de la paix et la conception d'une nouvelle stratégie de communications pour le Canada. Unique, parce qu'il s'agissait d'une expérience de discussion des politiques sur une base communautaire (par opposition à des consultations gouvernementales menées par Ottawa).

Le Forum national de 1996 avait pour principal objectif d'amener le public à exprimer ses vues et ses idées sur la consolidation de la paix et la communication internationale. Mais il visait également, d'une part, à atteindre et à inclure dans le processus de discussion un plus vaste secteur de la société civile et, d'autre part, à élargir la participation dans l'ensemble du Canada.

Aussi, le Forum a regroupé plus de 300 Canadiens, du Nord comme de chacune des provinces. Les organisateurs, animateurs et modérateurs locaux ont choisi les sujets, établi les dossiers et conçu les ateliers. Les mouvements de jeunesse, les milieux d'affaires, les syndicats, les églises, les groupes communautaires, les leaders politiques locaux et les chefs autochtones ont apporté d'importantes contributions. Informées et animées, les discussions ont permis de dégager une multitude de points de vue ainsi que certaines options de politiques. Comme la discussion était libre et qu'ils n'étaient pas tenus de parvenir à un consensus, les participants ont été en mesure de proposer une vaste gamme de vues et de solutions. Le Forum avait en partie pour objectif d'enrichir à l'éventail d'idées dont disposent les ministres et d'autres décideurs pour l'élaboration des politiques.

Le ministre des Affaires étrangères a prononcé le discours-programme à Winnipeg. Le secrétaire d'État pour l'Asie et le Pacifique, Raymond Chan, s'est chargé pour sa part des allocutions d'ouverture à Edmonton et de clôture à Winnipeg, tandis que la secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique, Christine Stewart, prononçait l'allocution de clôture à Toronto. Quant au ministre de la Coopération internationale (ACDI), Don Boudria, il avait accepté de prendre la parole au Forum de Québec, mais les événements internationaux l'en ont empêché au tout dernier moment. L'intérêt et l'engagement des ministres ont contribué de façon importante au succès de l'expérience. Les rencontres du Forum ont été rehaussées par la précieuse participation d'officiels de l'ACDI et des Affaires étrangères, dont des sous-ministres adjoints, les chefs de la Planification des politiques des deux ministères et des agents ayant une expérience particulière des droits de la personne, du maintien de la paix, des activités de communications et d'autres questions. Je tiens à remercier tout particulièrement Michael Small, directeur de la Consolidation de la paix aux Affaires étrangères, qui nous a fourni un très utile document de travail.

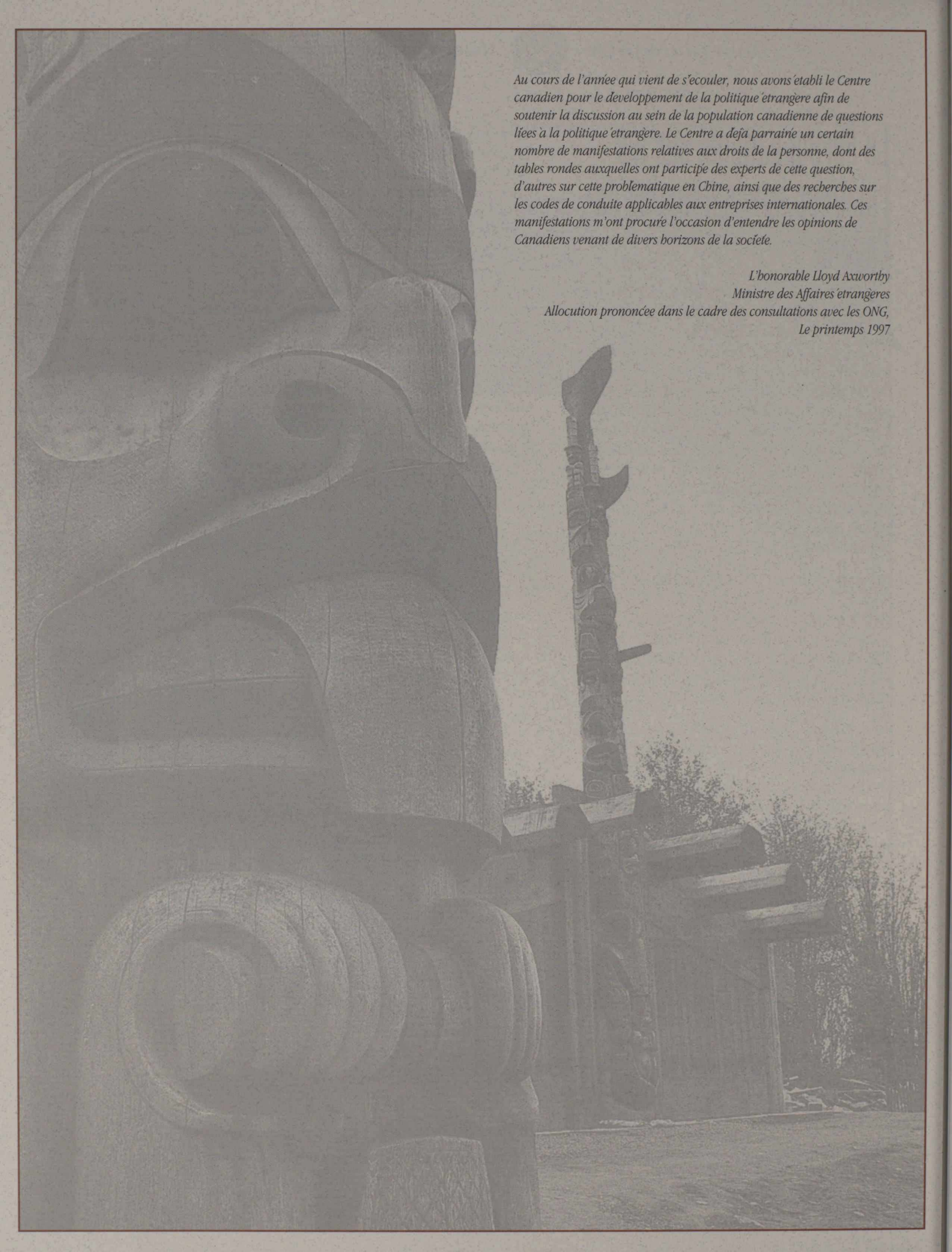
En fin de compte, ce sont les participants et les comités organisateurs locaux qui ont fait le succès de cet événement important et unique. Guidés par Tim Shaw, Katie Orr, Martin Roy, Alain Prujiner, David Dewitt, Wendy Cukier, Jim Fergusson, Virginia Platt, Mary MacDonald, Nancy Hanneman, Dawn McLean et Dan Prefontaine, plusieurs douzaines de citoyens bénévoles se sont chargés à la fois de mettre au point les dossiers d'ensemble et de veiller aux petits détails de l'organisation des réunions aux quatre coins du pays. Participants et organisateurs ont fait un acte de foi, sans ménager leur enthousiasme et leur énergie.

Nous sommes résolus à assurer le suivi et à vous tenir au courant de l'évolution des politiques. Le présent Rapport du Forum est disponible. Vos commentaires et vos apports seront les bienvenus.

L'élaboration participative des politiques devrait rester une solution de rechange ou un complément aux consultations traditionnelles. Le processus de la Bolivie (le Sommet de l'hémisphère sur le développement durable) s'apparente à l'approche prise par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère...Il pourrait même s'agir d'une nouvelle technologie sociale que nous pourrions exporter.

Rapport de l'Institut international du développement durable sur la réunion du 6 décembre 1996





Au cours de l'année qui vient de s'écouler, nous avons établi le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère afin de soutenir la discussion au sein de la population canadienne de questions liées à la politique étrangère. Le Centre a déjà parrainé un certain nombre de manifestations relatives aux droits de la personne, dont des tables rondes auxquelles ont participé des experts de cette question, d'autres sur cette problématique en Chine, ainsi que des recherches sur les codes de conduite applicables aux entreprises internationales. Ces manifestations m'ont procuré l'occasion d'entendre les opinions de Canadiens venant de divers horizons de la société.

*L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères
Allocution prononcée dans le cadre des consultations avec les ONG,
Le printemps 1997*



Regards vers l'avenir

John Ralston Saul et Caroline Andrew ont saisi les buts et l'esprit des travaux à venir. Nous avons pour mission de trouver des moyens d'intégrer les citoyens dans les débats et dans le système de la politique étrangère. Nous devons aussi contribuer à renforcer et à réunir les deux principales sources d'idées stratégiques, la société civile et la bureaucratie.

Au cours de notre deuxième année d'existence, de nouveaux chantiers nous attendent. Tout d'abord, il faut transmettre une rétroaction véritable, significative, en temps voulu, à ceux de l'extérieur du gouvernement qui ont apporté leurs idées et leur travail à l'élaboration de la politique étrangère. Tous ceux qui ont participé à des projets d'élaboration de politiques, l'an dernier, l'ont fait de bonne foi, espérant que leur travail recevrait une attention sérieuse, qu'il élargirait les options stratégiques disponibles et qu'il contribuerait à la réflexion sur les politiques. Nous devons faire rapport sur les développements quant aux politiques et sur les réponses à ce travail.

Ensuite, à l'intérieur du système, il faut réunir diverses opérations relatives à l'élaboration des politiques. Nous espérons que les options stratégiques liées à la société civile auront un plus grand impact. Nous sommes déterminés à aider à y parvenir.

Les parlementaires qui ont étudié le problème du travail des enfants l'an dernier ont recommandé un rôle pour le Centre dans les futurs travaux sur la politique relative à cette question. Cette décision a été accueillie avec enthousiasme. Pour la nouvelle année, l'une des grandes priorités sera de collaborer plus étroitement avec les parlementaires. Ils ont un rôle d'importance dans la réflexion stratégique et l'élaboration de politiques et jouent un rôle démocratique vital dans notre société. À de nombreux égards, ce sont les meneurs de la société civile.

Nous avons déjà fait des efforts pour que les points de vue du milieu des affaires, des petites et moyennes entreprises en particulier, soient pris en compte. Je remercie tout spécialement la Chambre canadienne de commerce des diverses manifestations qu'elle a organisées et des conseils qu'elle a prodigués. Nous collaborerons avec la Chambre et d'autres pour que le monde des affaires ait son mot à dire dans les discussions multisectorielles.

Le Canadien lauréat du Prix Nobel, John Polanyi, a récemment défendu l'idée d'attribuer à la science une plus grande responsabilité sociale et un plus grand rôle en matière de politique publique. Nous secondons le professeur Polanyi dans un projet sur la consolidation de la paix en Bosnie et chercherons d'autres occasions d'engager la science dans l'élaboration de la politique étrangère.

Nous sommes aussi déterminés à poursuivre la construction de notre réseau pancanadien des collectivités comptant des groupes de formulation de politiques en accordant, cette année, une attention toute particulière aux jeunes, aux autochtones et au Nord.

Notre tâche consiste à seconder le conseil consultatif et, en accord avec la présidente du conseil, Janice Stein, à l'aider à être encore plus actif et à intervenir de façon encore plus pertinente au niveau de l'élaboration des politiques. Avec des ressources additionnelles, il serait possible d'inviter au Centre des spécialistes et des promoteurs de la politique étrangère, spécialement de la nouvelle génération, pour travailler au développement des politiques.

Nous sommes tous plongés dans une grande expérience de fin de siècle où sont redéfinies la vie publique et privée, et les relations entre la société et l'État. De nouveaux éléments de la citoyenneté ont récemment vu le jour, notamment l'intendance de l'environnement, la responsabilité envers les futures générations, un rôle pour les jeunes et les enfants dans la politique publique et la valeur et l'égalité de la pluri-ethnicité. Il s'agit d'une période et d'une occasion exaltantes.

Pour finir, l'avenir du Canada demeure un thème dominant pour nous tous qui respectons les réalisations du passé et croyons aux possibilités futures de notre société. De plus, le Canada importe aussi au reste du monde, un monde qui cherche désespérément à surmonter les dissensions, à éviter les effusions de sang, à effacer des siècles d'injustice meurtrière et les haines d'aujourd'hui. Le Canada et la politique étrangère canadienne ne sont parfois importants que du seul fait que nous sommes Canadiens. Nous espérons que notre travail contribuera à notre sentiment d'appartenance au Canada.

Veillez communiquer avec nous si vous désirez obtenir l'un de nos documents ou plus d'information ou encore si vous voulez faire part de vos idées et points de vue.

... le secteur public et les groupes d'intérêt ont été les deux principales sources d'innovation en matière de politiques dans l'histoire canadienne. Soyez à l'affût d'idées novatrices. Lorsque vous entendez parler de suggestions de politiques publiques nouvelles mises de l'avant par un groupe quelconque, portez attention. Ne vous contentez pas de rire ou de faire abstraction de ces gens, pensant qu'ils sont en fait un groupe d'intérêt spécial qui tente de faire une bonne affaire avec un État particulièrement opulent. Considérez plutôt leurs suggestions comme des idées qui luttent pour leur survie. Nourrissez-les; nous en avons besoin.

*Caroline Andrew
Doyenne des sciences sociales,
Université d'Ottawa*



Une des choses dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, c'est de trouver des moyens -- même de simples mécanismes -- qui nous aideront, nous les citoyens, à participer au débat public. Il s'agit donc d'insérer le citoyen dans le système d'une façon quelconque.

*John Ralston Saul
• The Unconscious Civilization •*



Noms des Contacts

Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

Personnel

Steve Lee
Directeur national

Nasreen Bhimani
Publications et Communications

Patrick Wittmann
Projets de développement de la politique

Shauna Christianson (1996)
Mike O'Shaughnessy (1997)
Organisateur des événements

Coordonnateurs régionaux

Yannick Lamonde (Université Laval)
Québec

Katie Orr (Université Dalhousie)
Côte est

Dawn McLean (Consultant ONG)
Côte ouest

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Marjorie Ravignat (Administration des finances)
Mike Newcombe (Gestion des contrats)
Debbie Quigley-Keats (Site web)



■ Réseau

St. John's

Chris Bowers(709) 737-4053
 Noel Keogh.....(709) 737-3551
 Linda Ross.....(709) 753-2202

Charlottetown

Richard Kurial(902) 566-0978

Halifax

Katie Orr(902) 494-3769
 Tim Shaw(902) 494-3769

Saint John

Don Deserrud(506) 648-5727

Fredericton

Bob Chanteloup..... (506) 648-5653

Québec

Angele Aubin(418) 647-5853

Sherbrooke

Francois Faucher(819) 566-8595

Montréal

Charles-Philippe David(514) 987-6781
 Guy Lafleur(514) 871-1086

Ottawa

Fen Hampson.....(613) 520-6655
 Cecilia Van Egmond.....(613) 520-2600, poste 8200

Toronto

Wendy Cukier.....(416) 979-5000 poste 6740
 David Dewitt(416) 736-5156
 Tonya De Souza Shields(416) 521-0017

Hamilton

Mark Vorobej.....(905) 525-9140 poste 23460
 Joy Warner.....(905) 521-0017

Kitchener-Waterloo

Ernie Regehr.....(519) 888-6541 poste 263
 Ken Epps(519) 888-6541 poste 259

London

Erica Simpson.....(519) 679-2111

Winnipeg

Jim Fergusson(204) 474-6606
 George McLean(204) 474-6621

Saskatoon

Annette Desmarais.....(306) 242-4097
 Youngblood Henderson.....(306) 966-6183

Calgary

Kathleen Mahoney(403) 220-7115
 Cesar Cala (403) 270-3200

Edmonton

Mary McDonald(403) 427-7421
 Nancy Hannemann(403) 492-5962

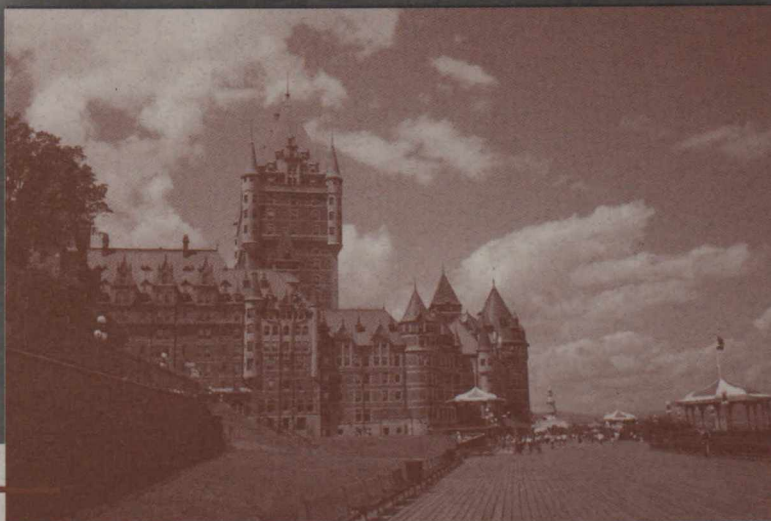
Vancouver

Dan Prefontaine(604) 822-9323
 Shauna Sylvester(604) 687-7408

Victoria

Dawn McLean.....(250) 592-4901
 Jim Bayer(250) 391-2568







Budget et Dépenses Relève des activités au 31 Mars 1997

Ressources

Subventions et Contributions 1,853m \$

Dépenses/Activités (en milles des dollars) Projets de développement de la politique

Fonds John Holmes

Politique (400)	398
Diffusion (160)	165
Projets de ministère (140)	187
Projets de Ministre (300)	250

1m \$

Fonds Société civile

ONG (FOCAL, ICAI, ACNU, ICG)(250)	250
Réseau Communautaire (100)	100
Société civile à l'étranger - Pilotes (100)	100
Asie-Pacifique 1997 (50)	050

500m \$

Forum national 140

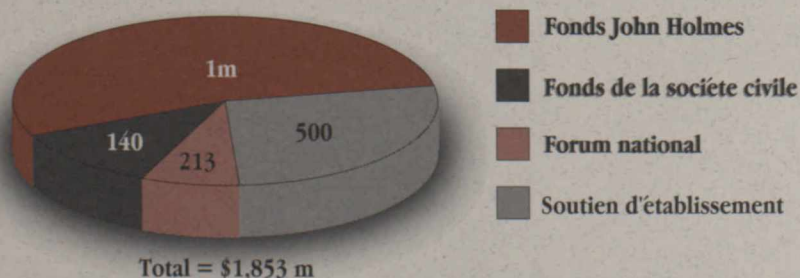
Soutien d'établissement

Publications, site web, administration 213

Totale 1,853m \$



Dépenses - 1996-1997





Aperçu des projets 1996-1997

BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
M. Ernie REGEHR Projet Ploughshares Waterloo (Ontario)	Consultations et recherche afin de connaître le point de vue du Sud sur les dépenses militaires des pays en développement. Les résultats seront communiqués à la conférence internationale de 1997 sur les dépenses militaires des pays en développement.	5 000 \$
MM. Fen HAMPSON, Robin HAY et Gregory WIRICK Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix (CCCCP) Ottawa (Ontario)	Conférence sur la Bosnie après les élections.	17 425 \$
M. Albert LEGAULT et Allen SENS Université Laval et Université de Colombie-Britannique Ste-Foy (Québec) et Vancouver (Colombie-Britannique)	Rapport sur les possibilités d'action : « L'Élargissement de l'OTAN et les intérêts transatlantiques canadiens ».	35 000 \$
M. Charles-Philippe David Chaire Télélobe Raoul-Dandurand Université du Québec à Montréal Montréal (Québec)	Appui à la conférence internationale sur « Le concept des casques blancs » : A-t-on besoin d'une nouvelle force d'intervention internationale?	5 000 \$
M. John GALATY Association canadienne des études africaines (ACEA) Université McGill	Appui à la conférence annuelle de l'ACEA - La médiation des conflits en Afrique.	5 000 \$
M. Errol MENDES Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)	Consultations et document sur les possibilités d'action concernant la promotion de codes de bonne conduite pour les entreprises canadiennes commerçant à l'étranger.	28 844 \$
Réseau Éducation-Médias / La Politique étrangère du Canada Ottawa (Ontario)	Élaboration de matériel éducatif pour l'Internet (Rescol) sur l'éducation de la jeunesse canadienne en matière de relations internationales : Le maintien de la paix/la consolidation de la paix.	25 000 \$



BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
Direction de l'Union européenne (REU) Études sur les relations entre le Canada et l'Union européenne, Université St. Mary's et Université de Manitoba	Document sur les possibilités d'action : Les effets de l'élargissement de l'UE sur les organisations internationales.	30,000 \$
	Document sur les possibilités d'action : Les effets de l'élargissement de l'union monétaire de l'UE sur la compétitivité du Canada.	
	Document sur les possibilités d'action : La Conférence intergouvernementale et l'élargissement de l'Union européenne; les effets sur la politique commune de l'Europe en matière d'affaires étrangères et de sécurité et les incidences pour le Canada.	
	Document sur les possibilités d'action : Les effets de l'élargissement de l'Union européenne sur le détournement du commerce et de l'investissement destiné au Canada.	
Mme Anne MEDINA Toronto (Ontario)	Document d'orientation sur l'avantage du Canada en matière d'information. Document d'information pour le Forum national de 1996, centré sur la Stratégie canadienne de communication internationale.	7 000 \$
M. Geoffrey PEARSON Le Groupe des 78 Ottawa (Ontario)	Conférence du Groupe des 78 : Les armes et l'homme : menaces à la paix en cette fin de siècle.	3 000 \$
Mme Valerie WARMINGTON Mines Action Canada Ottawa (Ontario)	Coordination de la participation des ONG, sensibilisation du public et activités de diffusion pour la Conférence sur les mines terrestres, octobre 1996. A permis aux ONG et au public, y compris les jeunes, de participer à la Conférence.	12 000 \$
Mme Christine HARMSTON Canadian Friends of Burma Ottawa (Ontario)	Atelier sur la crise des droits de la personne en Birmanie.	4 500 \$
Mme Susanne SCHMEIDL Centre d'études sur les réfugiés Université York North York (Ontario)	Document sur les possibilités d'action concernant l'alerte rapide, les Nations Unies et le Nigeria afin d'évaluer la capacité de réaction rapide (ONG, bilatérale, multilatérale), les perspectives de diplomatie préventive et les options politiques du Canada face à la situation au Nigeria.	20 000 \$
M. Brian BOW Centre d'études internationales et sur la sécurité Université York North York (Ontario)	Document d'orientation sur la détermination des rôles et l'établissement de priorités pour le Canada au sein de l'architecture émergente de la sécurité en Asie-Pacifique; approche ascendante de la conception et de l'évaluation des politiques.	10 000 \$
Mme Metta SPENCER Science et paix et le Groupe canadien Pugwash Université de Toronto Toronto (Ontario)	Les leçons de la Yougoslavie, conférence internationale à la mémoire d'Alison et de George Ignatieff. Conférence dont le but est d'étudier les leçons tirées du conflit en Yougoslavie et les conséquences ayant trait à la prévention de conflits futurs et à l'édification de la paix.	25 000 \$
Étudiants en science politique Kari JOBIN et Robert DICK Université du Manitoba	Winnipeg (Manitoba) Conférence de 1997 des étudiants en science politique sur le thème Entre l'Est et l'Ouest, les dimensions atlantiques et pacifiques de la politique étrangère du Canada.	5 000 \$





BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
Mme Lorna-Jean EDMONDS et M. Malcolm PEAT Centre international pour l'avancement de la réadaptation communautaire (ICACBR) Université Queen's Kingston (Ontario)	Document d'orientation sur les possibilités d'action et l'intégration des invalides après un conflit. Étude sur l'invalidité des civils et des militaires dans le contexte de la reconstruction après les conflits et le lien avec la consolidation de la paix.	10 000 \$
M. Donald FLEMING Faculté de droit Université du Nouveau-Brunswick Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Projet sur l'auto-détermination des peuples et les nouveaux obstacles à la paix. Analyse des principes de droit international appliqués à l'intégrité territoriale et l'auto-détermination, et leurs répercussions sur les relations entre un État et les peuples désireux à se proclamer leur indépendance. Le projet traite de conflits ethniques et de la réforme du droit international. Comporte la collaboration avec des universitaires de l'ex-Yougoslavie.	5 000 \$
M. Franklin GRIFFITHS Université de Toronto Toronto (Ontario)	Consultation sur la transformation de combustibles nucléaires en combustible MOX, pour utilisation à des fins pacifiques.	15 000 \$
Projet Marquis et Pueblito Canada Brandon (Manitoba) et Toronto (Ontario)	Projet collectif sur l'exploitation des jeunes et la participation de la jeunesse locale à l'élaboration de la politique étrangère. Programme de recherche et de consultation, réalisé en Ontario et au Manitoba, auquel participeront étudiants, ONG, syndicats, universitaires, afin de formuler des possibilités d'action face à l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine.	32 000 \$
M. Tom MONASTRYSKI Bureau canadien de l'éducation Internationale Ottawa (Ontario)	Symposium sur la politique canadienne concernant l'Ukraine (vue du sol).	2 500 \$
Mme Aïné COSTIGAN Coalition interagence SIDA et Développement Ottawa (Ontario)	Élaboration de la politique internationale du Canada sur le VIH et le SIDA. Programme de recherche et de vastes consultations sur la mise à jour de la politique d'ensemble du Canada sur le VIH et le SIDA dans le but d'améliorer la capacité du Canada de contribuer à la lutte contre l'épidémie du SIDA en faisant appel à l'APD et à la politique étrangère en général.	20 000 \$
Mme Marjorie MACLEAN Institut Canadien des arts pour jeunes publics Vancouver (Colombie-Britannique)	Programme éducatif pour enfants portant sur les jeunes ambassadeurs et les jeunes au forum jeunesse sur la consolidation de la paix. Programme en trois volets comprenant (i) la création de ressources documentaires pour professeurs et enseignement en classe sur les relations internationales du Canada; (ii) un forum jeunesse sur la consolidation de la paix au 29e festival annuel international de Vancouver pour la jeunesse, centré sur la façon dont les enfants font face au conflit, et l'élaboration de possibilités d'action; (iii) les jeunes ambassadeurs font rapport à leur classe.	20,000 \$
Mme Lynne GEISEL Global Change Game Winnipeg (Manitoba)	Recueillir les points de vue des jeunes sur la politique étrangère du Canada, élément du "Global Change Game", jeu de rôle itinérant sur les affaires internationales, pour étudiants.	13 500 \$



BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
M. Ronald DEIBERT Faculté de science politique Université de Toronto Toronto (Ontario)	Document d'orientation sur les menaces que représente l'Internet pour la sécurité de l'État et les choix du Canada en matière de politique étrangère. Analyse des menaces potentielles à la sécurité personnelle et publique, y compris les menaces à long terme à l'identité culturelle et aux valeurs nationales, à moyen terme, p. ex., le terrorisme et les extrémistes, et à court terme, aux infrastructures informatiques publiques et privées (virus et autres formes de sabotage).	10 000 \$
M. Evan POTTER, rédacteur en chef La Politique étrangère du Canada Ottawa (Ontario)	Projet de livre sur la cyberdiplomatie, portant notamment sur le rôle des administrations publiques, des communications et de la politique étrangère, afin d'évaluer les répercussions des technologies de l'information sur les relations internationales.	10 000 \$
M. Walter DORN Science et paix Université de Toronto Toronto (Ontario)	Document sur les possibilités d'action concernant les moyens d'améliorer la capacité d'alerte rapide de l'ONU. Recherche visant à évaluer la capacité actuelle d'alerte rapide de l'ONU, le potentiel de coopération avec d'autres organismes comme l'OTAN, l'OSCE, OUA et les ONG, et l'utilisation de nouvelles technologies pour l'améliorer.	20 000 \$
Mme Susanne SCHMEIDL Centre d'études sur les réfugiés Université York North York (Ontario)	Appui à la conférence sur la synergie et l'alerte rapide.	5 000 \$
Mme Debbie GRISDALE Association des médecins pour la survie mondiale (Canada) Ottawa (Ontario)	Recherche et consultations en vue d'examiner les conséquences juridiques pour la politique étrangère, commerciale et de défense du Canada de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la légalité de la menace d'utiliser ou de l'utilisation d'armes nucléaires.	20 000 \$
Mme Caroline ANDREW Université d'Ottawa Science politique Ottawa (Ontario)	Conférence sur la souveraineté inachevée, les 23 et 24 janvier 1997. Exploration de la nature et du concept évolutifs de la souveraineté et de l'État nation.	4 000 \$
M. Mark MCLAUGHLIN The Rainbow Revolution MicroChronicle Multimedia Enterprises Nepean (Ontario)	Composante : Canada et Afrique du Sud : Création des liens entre les écoles canadien dans le Canada et l'Afrique du Sud par Internet; l'élaborations de matériel éducatif sur les relations internationales (les droits de la personne et la société civile).	10 000 \$
Mme. Anne BAYEFSKY Directrice, Centre d'études sur les réfugiés Université York North York (Ontario)	Conférence internationale sur l'application des dispositions du droit international en matière de droits de la personne et le système des traités au 21e siècle.	10 000 \$
Mme Michelle MEILLEUR Présidente, International Studies Students' Association College universitaire Glendon Toronto (Ontario)	Symposium international sur la Chine et l'évolution de l'ordre mondial: les défis et les perspectives du 21e siècle.	2 000 \$
M. John E. TRENT Faculté de science politique Science politique Université d'Ottawa	Série de conférences par M. Edgar Pisani sur l'État, la mondialisation et l'affirmation ethno-culturelle, en mars 1997.	5 000 \$





BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
Mme Shauna SYLVESTER International Media and Policy Alternatives Centre Vancouver (Colombie-Britannique)	Table ronde sur le thème : La libéralisation du commerce se traduira-t-elle par une plus grande ouverture des médias des nations de l'Asie-Pacifique?	14 000 \$
M. Rieky STUART Gestionnaire de programme Conseil canadien pour la coopération internationale Ottawa (Ontario)	Document d'orientation du CCCI qui donne un aperçu du rôle actuel en matière de politique officielle et de la capacité d'élaboration de politiques des ONG canadiennes internationales.	10 000 \$
M. Robert CHANTELOUP Université du Nouveau-Brunswick Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Table ronde sur le rôle de la femme en matière de développement économique en Asie.	5 000 \$
M. Yvon DANDURAND Faculté de criminologie et de justice criminelle Collège universitaire de la Vallée du Fraser Abbotsford (Colombie-Britannique)	Forum pour les jeunes sur la consolidation de la paix et la justice pénale.	5 000 \$
Mme Martha FLAHERTY Présidente Pauktuutit Inuit Women's Association Ottawa (Ontario)	Activités de diffusion et ateliers sur les organisations internationales des droits de la personne et les femmes inuites.	10 000 \$
M. John JOHNSON Université du Nouveau-Brunswick Saint John (Nouveau-Brunswick)	Table ronde sur la promotion des contacts de la société civile avec Cuba.	5 000 \$
M. Andrew LATHAM Centre d'études internationales et sur la sécurité Université York North York (Ontario) M3J 1P3	Recherche et conférence sur la sécurité coopérative de la personne et son application générale dans le contexte de l'Asie du Sud.	20 000 \$
Étudiants du Faculté de droit Université de Calgary Calgary (Alberta)	Document sur les possibilités d'action : l'Internet, la pornographie juvénile et la propagande haineuse.	5 000 \$
Mme. Kathleen MAHONEY Faculté de droit Université de Calgary Calgary (Alberta)	Table ronde à Calgary sur les droits de la personne et le commerce international.	12 500 \$
Mme Andrea BEAR NICHOLAS Programme d'études autochtones Université St. Thomas Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Jours de sensibilisation aux cultures autochtones, en mars 1997, à la St. Thomas University.	5 000 \$
Mme Katherine ORR Faculté de science politique Université Dalhousie Halifax (Nouvelle-Écosse)	Table ronde sur la société civile, le Forum national et la politique étrangère du Canada.	5 000 \$
Mme Annette DESMARAIS OXFAM-Canada Projet mondial d'agriculture a/s Syndicat national des cultivateurs Saskatoon (Saskatchewan)	Table ronde sur les dossiers et les choix qui s'offrent au Canada à la suite du Sommet mondial de l'alimentation.	7 000 \$



BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
M. Philip OXHORN Faculté de science politique Université McGill Montréal (Québec)	Recherche et autres travaux préparatoires en vue de la conférence sur l'institutionnalisation des droits découlant de la citoyenneté dans les nouvelles démocraties.	12 500 \$
Mme Nola-Kate SEYMOAR Institut international du développement durable Winnipeg (Manitoba)/Vancouver (Colombie-Britannique)	Table ronde sur le développement durable dans l'Asie-Pacifique.	5 000 \$
M. Robert WOLFE Centre de relations internationales Université Queen's Kingston (Ontario)	Conférence sur le rôle de l'ambassadeur.	10 000 \$
M. Stuart WULFF South Pacific Peoples' Foundation of Canada Victoria (Colombie-Britannique)	Table ronde sur la promotion de la participation des peuples autochtones au processus de l'APEC en 1997.	10 000 \$
Institut des relations internationales Université de la Colombie-Britannique	Vancouver (Colombie-Britannique) Table ronde sur la femme et l'édification de la paix.	7 000 \$
Mme Thérèse PAQUET-SÉVIGNY ORBICOM Université du Québec à Montréal Montréal (Québec)	Atelier préparatoire avec les ONG et les entreprises canadiennes en prévision de la conférence Le savoir mondial 97 (avec EEA et l'ACDI).	10 000 \$
M. Youngblood HENDERSON Centre de droit autochtone Université de la Saskatchewan Saskatoon (Saskatchewan)	Table ronde sur la promotion des droits patrimoniaux.	10 000 \$
M. Wayne SHARPE Directeur exécutif Comité canadien pour la protection des journalistes Toronto (Ontario)	Document de réflexion sur la promotion des médias et de la liberté d'expression dans le monde.	3 000 \$
M. Murray THOMPSON Fonds canadien pour la paix Ottawa (Ontario)	Enquête auprès d'organisations canadiennes participant à la promotion de la paix, de la résolution des conflits et des droits de la personne dans l'Asie-Pacifique.	5 000 \$
M. Philippe CRABBÉ Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)	Préparatifs en vue de la conférence internationale sur l'eau douce et le changement mondial et recherche sur l'Internet sur les ressources en eau douce des pays en développement.	5 000 \$
M. Christopher BOWERS Université Memorial St. John's (Terre-Neuve)	Enquête sur les relations, les politiques et les débouchés dans l'Atlantique nord-ouest avec Saint-Pierre-et-Miquelon.	10 000 \$
M. Nouri LAJMI Vues d'Afrique Montréal (Québec)	Symposium sur les difficultés auxquelles les médias font face dans le contexte de la transition à la démocratie en Afrique.	5 000 \$
Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) Moncton (Nouveau-Brunswick)	Appui à la conférence FOCAL-Atlantique sur les relations avec les Antilles et table ronde FOCAL sur Haïti (Ottawa).	30 000 \$
Institut canadien des affaires internationales (ICAI) Toronto (Ontario)	Appui à la conférence annuelle de l'Institut sur la politique étrangère et la mondialisation, à Hamilton (Ontario).	20 000 \$



BÉNÉFICIAIRE	NOM ET DESCRIPTION DU PROJET	CONTRIBUTION
Conseil canadien de droit international Ottawa (Ontario)	Appui à la conférence annuelle (1997) du Conseil.	11 000 \$
Conférence circumpolaire inuit Ottawa (Ontario)	Appui à la participation de la Conférence à la réunion inaugurale du Conseil de l'Arctique et activités ultérieures (rapports et sensibilisation du public).	20 000 \$
M. John HARKER Ottawa (Ontario)	Projet de recherche ayant pour but d'évaluer les possibilités d'action du Canada concernant le Nigéria et le Commonwealth.	15 000 \$
M. John FOSTER Ottawa (Ontario)	Appui au projet sur le raffermissement de la société civile mexicaine, qui comporte notamment de la recherche et des contacts officiels avec des groupes de la société civile mexicaine.	10 000 \$
M. Peter JONES Institut international de recherche sur la paix de Stockholm Canada/Suède	Un projet par le Canada et l'institut suédois pour la paix (SIPRI) sur la sécurité au Moyen-Orient, visant à explorer les choix concernant la création d'un régime régional de sécurité pour le Moyen-Orient et le rôle du Canada.	25 000 \$
Mme Magda OPALSKI Forum Eastern Europe Ottawa (Ontario)	Appui aux projets de Forum Eastern Europe pour la promotion des valeurs et de la culture canadiennes (multiculturalisme, tolérance, respect des droits des minorités) en Europe post-communiste (l'Ukraine, Crimée).	20 000 \$
M. John JAWORSKY Forum Eastern Europe Waterloo (Ontario)	Rapport et analyse des projets de Forum Eastern Europe sur la promotion du multiculturalisme et de la tolérance ethnique en Lettonie.	4 000 \$
Mme Jan D'ARCY Réseau Éducation - Médias Ottawa (Ontario)	Appui à la phase II du projet Internet sur l'éducation de la jeunesse canadienne en matière de politique étrangère (relations canado-américaines, culture et souveraineté).	50 000 \$
Amb. Mary SIMON MAECI, Ottawa	Appui au Conseil de l'Arctique et à la recherche sur la politique concernant l'Arctique.	20 000 \$
Mme Frances ARBOUR Table ronde Canada-Guatemala Ottawa (Ontario)	Consultations interculturelles et tables rondes sur le raffermissement du rôle de la société civile dans le processus de paix au Guatemala.	20 000 \$
M. Errol MENDES Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne Ottawa (Ontario)	Consultations avec le secteur privé, des experts et des ONG sur l'élaboration de codes de bonne conduite pour les gens d'affaires.	9 000 \$
Mme Bruna NOTA La Voix des femmes Toronto (Ontario)	Atelier intitulé « Creating a Culture of Peace »: rôle de la femme dans la promotion de la paix et suivi de la Conférence de Beijing sur la femme.	4 000 \$
Direction des relations économiques avec les pays en développement (EEA) MAECI, Ottawa	Appui à la Conférence de l'OCDE/DAC sur les dépenses militaires des pays en développement et à la conférence parallèle des ONG.	40 000 \$
Mme Cherry KINGSLEY Victoria (Colombie-Britannique)	Appui aux tables rondes et aux préparatifs en vue du Sommet international de la jeunesse sur l'exploitation sexuelle des jeunes, vers le milieu de 1998, à Victoria (Colombie-Britannique).	10 000 \$

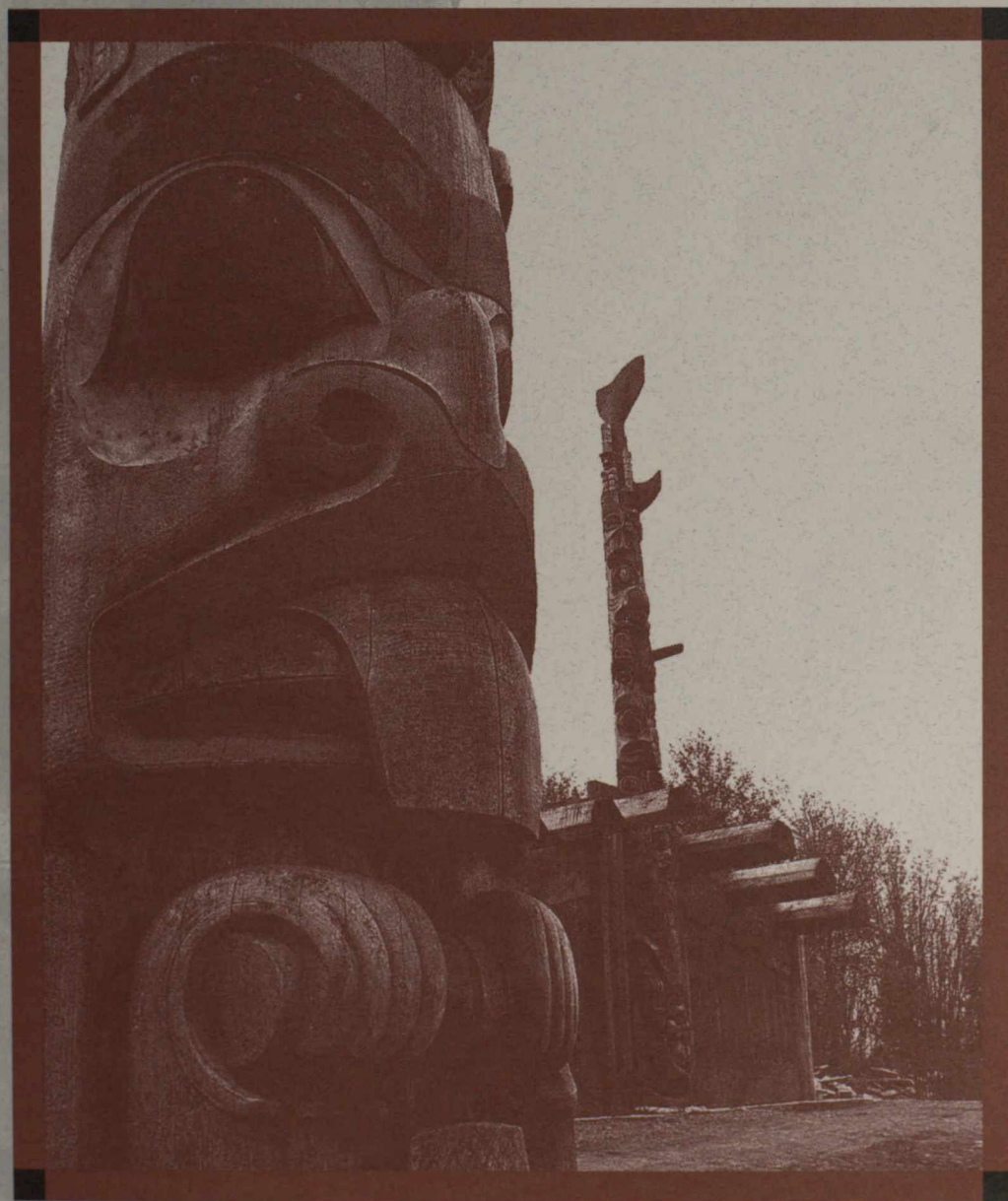
doc
CA1
EA752
A56
EXF
1996/97

Canadian Centre
For Foreign Policy
Development



Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère

Annual Report



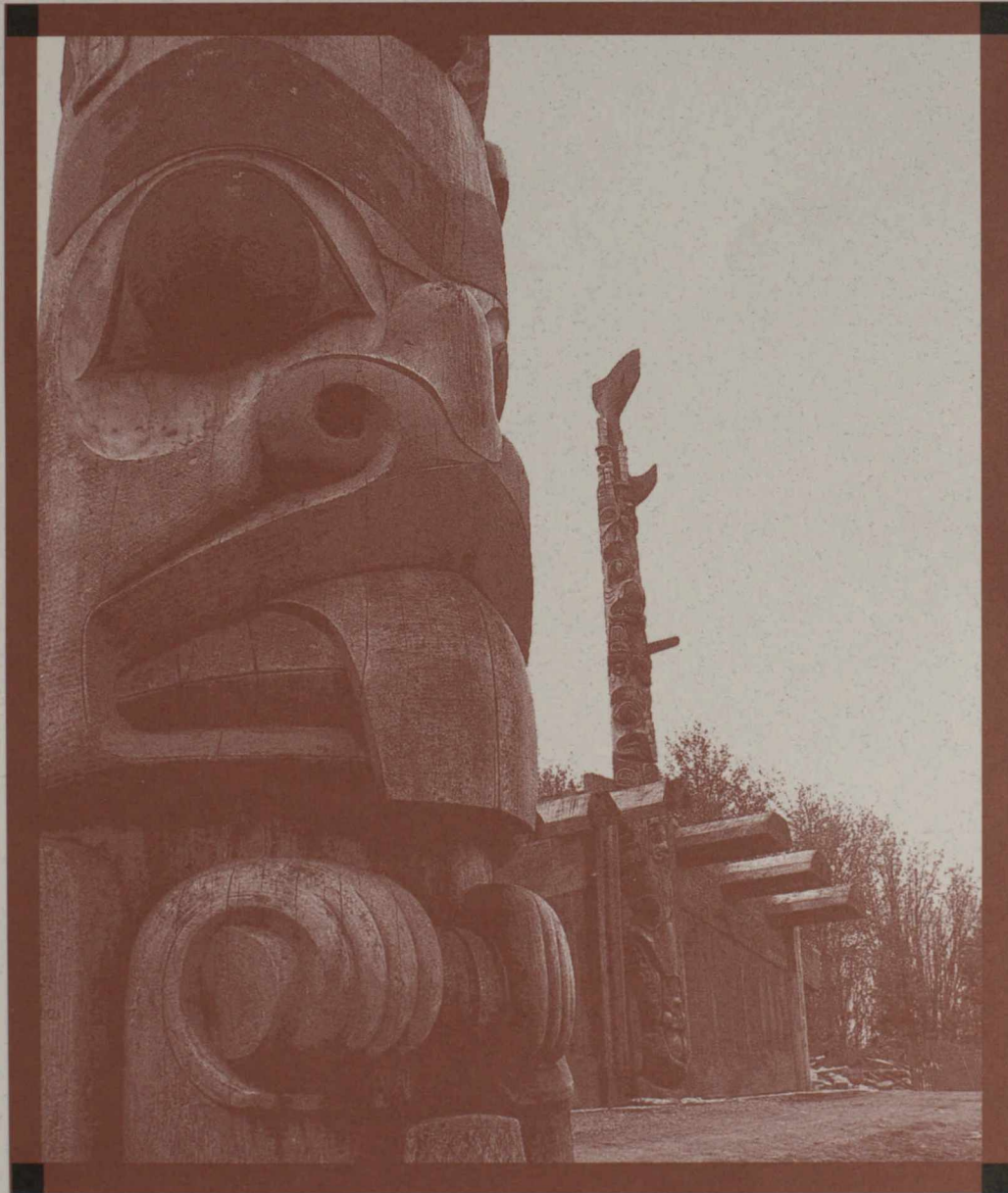
1996/1997

Haida and Kwakwaka' waka poles and house at U.B.C, honour First Nations in this our first Annual Report. They are an internationally recognized image, identified with Canada, and signal a commitment to seeking and hearing the voice of Indigenous Peoples in heritage, culture, Asia-Pacific, Hemisphere, and foreign policy issues. They are at the UBC Museum of Anthropology (Musqueam territory), Point Grey.

Dept. of External Affairs
Dépt. des Affaires extérieures
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

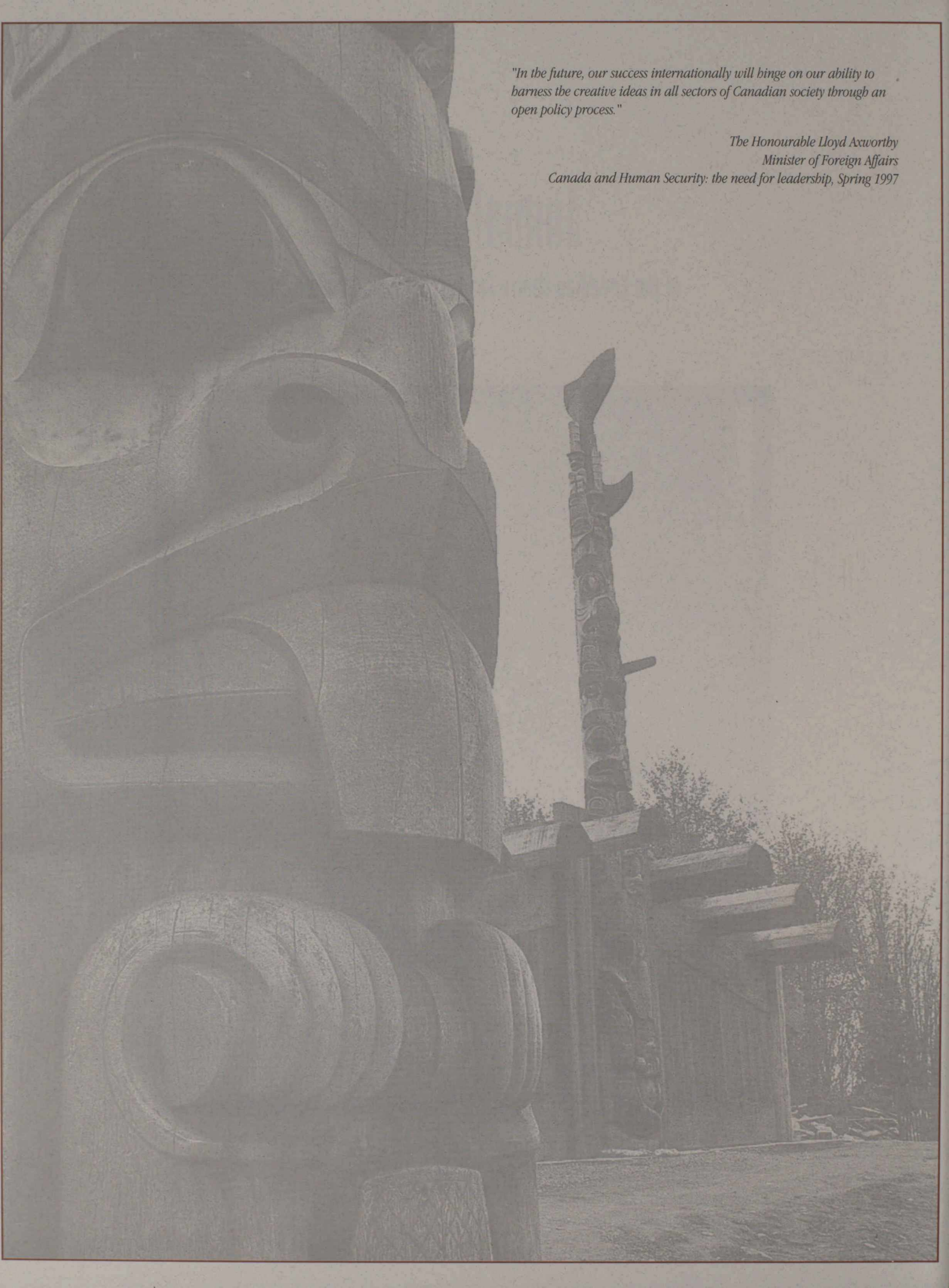
Annual Report

of the Canadian Centre For Foreign Policy Development



1996/1997

5358285ES
19749805ES



"In the future, our success internationally will hinge on our ability to harness the creative ideas in all sectors of Canadian society through an open policy process."

*The Honourable Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs
Canada and Human Security: the need for leadership, Spring 1997*

Canadian Centre
For Foreign Policy
Development



Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

June 12, 1997

Hon. Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs
418-N House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister,

It is a pleasure to present to you the first Annual Report 1996-97 of the Canadian Centre for Foreign Policy Development.

The Centre and our activities have flourished in response to growing public interest and engagement, the forward thinking of your Advisory Board and your own energy, active internationalism and dedication to deeper democracy in public life and in policy making.

This report will provide you with an overview of our recent activities. It will also serve as a reference source for the public, part of our commitment to feedback and transparency.

I look forward to our next opportunity to discuss completed work and future activities.

Best wishes for every success in your second term as Foreign Minister.

Sincerely,

Steven Lee
National Director





Table of Contents

Origins	1
Special Tasks	4
The Year in Review	5
Project Generation	8
Policy Options Papers	13
Some Highlights	14
Publications	14
Occasional Papers	15
National Forum on Canada's International Relations	20
Look Ahead	22
Charts - Resources and Activities	
Contact Names	23
Budget and Spending	26
Projects	27





Origins

The Canadian Centre for Foreign Policy Development was created a year ago in response to the recommendations of the 1994 Special Joint Committee of Parliament review of Canadian Foreign Policy and the Government's commitment to strengthen democracy in foreign policy making.

The Committee called for increased dialogue with Canadians and greater public input to foreign policy making. The Government's 1995 Foreign Policy Statement promised *"to ensure that the voice of Canadians be heard"* in the foreign policy process.

In an indirect way the Centre is a descendant of the late Canadian Institute for International Peace and Security (CIIPS), poorer, but with a much more explicit role in policy making. While CIIPS had a broad mandate that included security and arms control, public education, in-house and contracted research, a data base and library development, it had no formal role in policy making. CIIPS, with \$5 million per year and a staff of 42, was shut down by the previous government in 1992. Its residual funds became the

Cooperative Security Competition Program, \$4 million over two years, targeted to peace, security and arms control research projects. A number of these projects were in the \$100,000 range, yet they too had no formal link to policy making (or public reporting).

The Centre's budget of \$1.5 million per year is an accumulation of the last of this funding and some other consolidated Department of Foreign Affairs and International Trade "grants and contribution" funds. The first year budget for 1996-97 was \$1.8 million, the extra \$300,000 rolled over from unspent monies the year before.

The Centre is housed at the Department for two reasons. Thanks to partnership with the Policy Planning Staff, the Department provides considerable support in overhead and staff time contributions (accountant, contract management, policy development officer, web site manager). As an autonomous but in-house agency, access to policy makers is immediate, providing opportunity for policy development consultations and the input of public views. This arrangement allows the Centre's four staff greater access and greater results than would be the case if the Centre were outside the Pearson Building.





Goals and Objectives

The Centre shares a strategic goal with the Minister, the Department of Foreign Affairs and International Trade, Parliamentarians and others: better foreign policy for Canada. The Centre's other strategic goal is process change in the development of foreign policy: adding to the menu of policy options, and democratic legitimization of foreign policy, by integrating a public dimension into foreign policy making activities.

The new and important idea is public contributions to "making" foreign policy. This is a departure from more traditional government consultations with stakeholders.

Role

In order to facilitate public contributions to policy making the Centre has a specific role to:

- alert citizens to opportunities for public contributions,
- promote a policy development network across the country,
- support policy development capacity in universities and colleges, NGOs and civil society and with Indigenous Peoples,
- help integrate public contributions to foreign policy making activities.

Tools

The tools available for these tasks include:

- the Minister's Advisory Board which identifies issues that would benefit from public contributions to policy development,
- the policy projects fund (named to honour the late diplomat and teacher, John Holmes),
- a civil society and network fund for strengthening policy capacity,
- the Centre's web site for policy education, capacity building and policy conferences,
- the annual National Forum on Canada's International Relations.

"I must congratulate you on the activities of the Centre for Foreign Policy Development.

The number and range of outreach initiatives you have undertaken in your first year is impressive."

*Debbie Cook, Senior Analyst
Privy Council Office*



Canadian Centre For Foreign Policy Development

Centre Canadien pour le développement de la politique étrangère

1996

National Forum

on Canada's International Relations

Report

Peacebuilding
International Cooperation
Child Protection

VICTORIA
EDMONTON
WINNIPEG WRAP-UP
TORONTO
QUEBEC
HALIFAX

Canadian Foreign Policy

La Politique étrangère du Canada

Winter/hiver 1994/95

Raymond Christies Letter from Washington
Ted L. McDorman Canada's Aggressive Fisheries Actions: Will They Improve the Climate for International Agreements?
Peter Stoett Rethinking "Environmental Refugees": Canada and the

\$12.95

Direct Investment in Canada: Charting a New Direction
FTA Links: Canada as a Catalyst?
INTERNATIONAL COMMENTARY
Assistance and Canadian Foreign Policy: How Are We Doing?
Technologies and Transnational Interest Groups: Implications for Diplomacy
Economic Globalization and Fragmentation in the World Economy
Nuclear Non-Proliferation Treaty: A Hard Place: Another Bout of Globalization
REVIEWS OF BOOKS
Rugman on Hart, et al.
and Leyton-Brown
Bibliographie d'ouvrages de recherche

VOLUME XXVII, N° 1 - MARS 1996

Études internationales

Frank Harvey, Rationalité, non-rationalité et théorie prospective: un programme de recherche sur la gestion des crises internationales • Philippe Hébert et Paul Létourneau, Du haut de l'Olympe: perspectives américaines sur l'arme nucléaire allemande • Henk Overbeek, L'Europe en quête d'une politique de migration: les contraintes de la mondialisation et de la restructuration des marchés du travail • Orlando Peña, Les affaires internationales du Chili des «Temps nouveaux» • Nadine Richez-Battesti, Union économique et monétaire et État-Providence: la subsidiarité en question • François-Pierre Le Scouarnec, La gestion de l'incertitude dans une organisation internationale: le cas de l'OACI

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC



Canadian Centre For Foreign Policy Development

NEWSLETTER

Welcome to our first newsletter! We hope to publish 4 a year and hope that you will let us know any news that you feel should be shared. We appreciate your suggestions and views anytime.

The Centre

Established in early 1996, our mandate is to increase public participation in foreign policy making. We respond to public inquiries, in the areas of international relations, trade and development.

Canadian Centre For Foreign Policy Development

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

BULLETIN

Forum national de 1997 sur les relations internationales du Canada

Cette année, les Canadiens qui assisteront au Forum national sur les relations internationales du Canada échangeront leurs points de vue sur quelques-unes des questions essentielles pour les relations avec l'Asie-Pacifique. Ils discuteront de ce qu'ils peuvent faire pour promouvoir les droits de la personne et le développement durable, pour encourager le secteur privé à formuler des codes de conduite et pour inclure les autochtones et protéger leurs droits.

Plus de 300 Canadiens participeront aux réunions du Forum national qui se tiendront dans quatre villes dans différentes régions du pays. La première réunion a eu lieu le 26 avril à Victoria (félicitations à tous pour le succès qu'a connu cet événement). Ernie Regehr et Ken Epps de l'Université de Waterloo tiendront la prochaine réunion le 24 juin, Katie Orr et Tim Shaw de l'Université Dalhousie organiseront une rencontre à Halifax le 14 juillet, et Yannick Lamonde et Alain Prujiner de l'Université Laval seront les hôtes d'une réunion à Québec le 15 août.

Les participants, venus d'ONG, d'universités, des médias, des milieux d'affaires et du mouvement syndical feront porter leurs discussions sur « l'Asie-Pacifique: questions et choix », document rédigé pour le Centre par John Hay et traitant de certains enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens dans leurs relations avec l'Asie-Pacifique.



Special Tasks 1996-97

There have been special start-up tasks this year. Identifying people across Canada with an interest, or potential interest, in contributing to foreign policy making has been a priority. That priority includes the assessment of the capacity of individuals and institutions to make policy relevant contributions to foreign policy making now and in the future.

These efforts included cross-Canada discussions with university experts and researchers to explore how they might add policy options value to their academic research work. Roundtables with NGO activists at the community level explored how they might add policy options value to their program and advocacy work. These discussions also promoted collaboration among experts and academics and between universities and NGOs. These discussions have resulted in the creation of a network of policy development contact people and groups across Canada. These groups generated and hosted a number of policy development projects during the year.

Building the web site has been another special start-up task. The web site is being designed to provide policy development information, links to other foreign policy

sites, youth education (capacity building in the next generation), and policy development conferencing (starting in French with francophone universities and NGOs in three provinces). Working with Media Awareness Network, senior high school courses are being designed on Peacebuilding and on Canada-US culture and sovereignty issues.

A special start-up task has been to establish regular input and feedback with various branches of the Department in order to contribute public views to policy making and inform citizens about the results of their work and continuing policy development information. A consultation, comment and feedback system is now in place across the Department and a working partnership established with the Policy Planning Staff. The Minister, and Deputy Minister, Gordon Smith, signalled the Department's commitment to building this working relationship in a joint letter to all employees and embassies in December 1996.

Feedback and communications include our regular newsletter (3,000), web site information, brochure, and published policy options results in cooperation with "Canadian Foreign Policy" (Ottawa) and "Etudes Internationales" (Québec) and our own Reports and Occasional Papers.

Outreach Meetings 1996-97

- Universities Outreach Roundtables: Memorial, Dalhousie, Saint Mary's, P.E.I., New Brunswick, Laval, Sherbrooke, Montreal, UQAM, Carleton, Toronto, York, McMaster, Manitoba, Saskatchewan, Calgary, Alberta, U.B.C., Victoria, 1996 - 1997
- Canadian Council for International Business, International Affairs Committee, Canadian Chamber of Commerce, March 26, 1997
- Privy Council Office, March 6, 1997
- National Democratic Institute, February 27, 1997
- House of Commons Committee Clerks (Foreign Affairs, Human Rights), Parliamentary Centre, Library of Parliament, February 25, 1997
- Executive Committee (Deputy Minister Foreign Affairs, Assistant DMs and Department Directors), February 24, 1997
- International Council for Canadian Studies and "Friends of Canadian Studies" February 19, 1997
- Canadian Council for International Cooperation, February 18, 1997
- Bill Graham, M.P., John English, M.P. Chairs, House of Commons Committees (Foreign Affairs, Human Rights sub-Committee), February 14, 1997
- President and staff, International Centre for Human Rights and Democratic Development, February 13, 1997
- Presidents/Directors North-South Institute, January 30, 1997
- Canadian Labour Congress, January 14, 1997
- CIIA, July 2, 1996
- FOCAL, June 28, 1996
- United Nations Association, April 1, 1996
- National Committee and Vancouver Committee APEC Peoples Summit, January 17, 1997
- CIDA Policy Branch, October 18, 1996
- Association of Universities and Colleges in Canada, October 11, 1996





The Year in Review

Universities

A starting point for the work of the Centre was the survey of foreign policy research capacity at Canadian universities carried out by a group of 18 leading specialists under the direction of Professor Maureen Molot, Director of the Norman Patterson School of International Affairs at Carleton University. This study is available as the Centre's Occasional Paper #1.

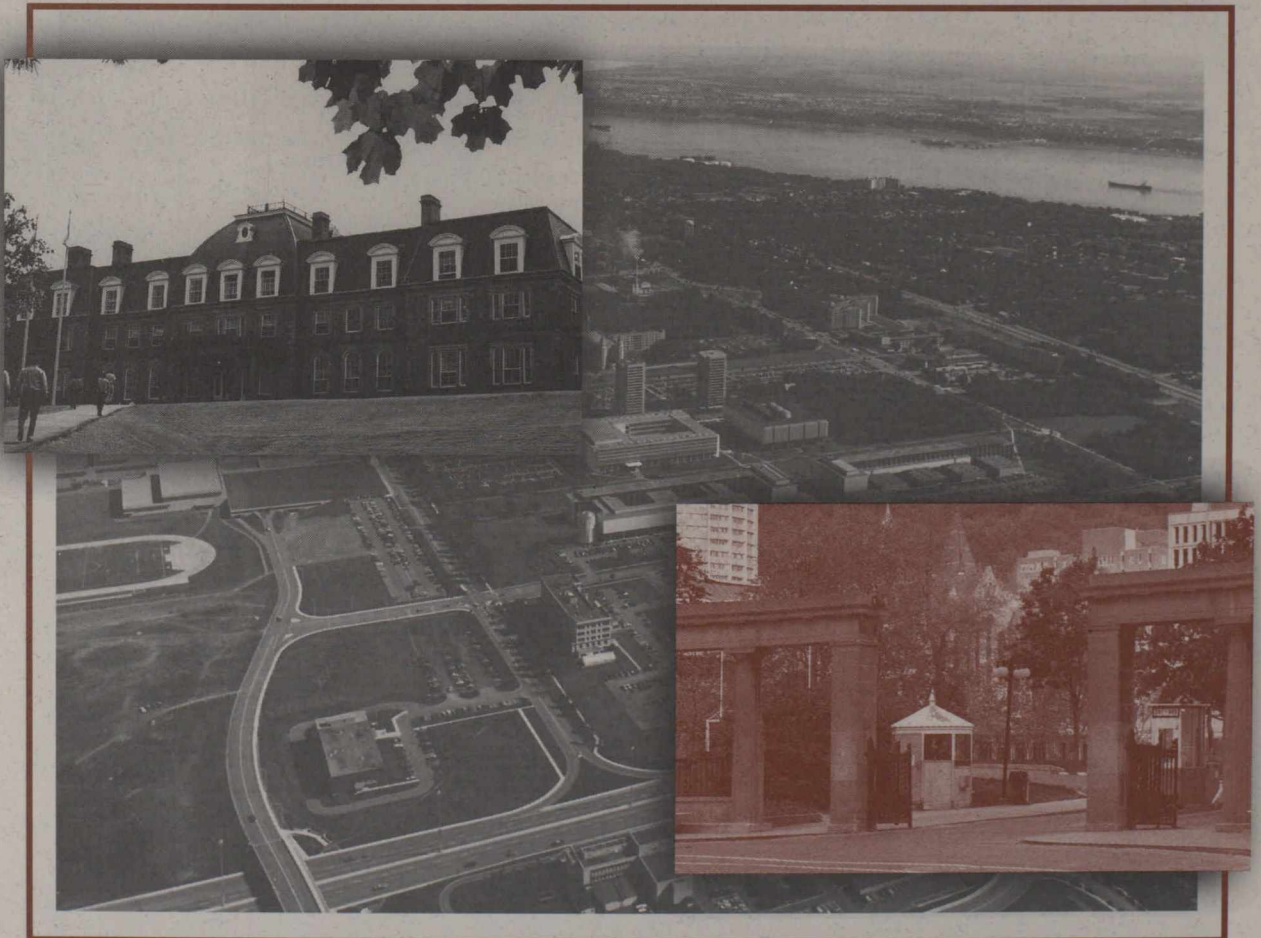
The study identified areas of strength and weakness in the academic community in foreign policy functional areas (environment, human rights, trade, security, law, development, etc.) and in geographic areas (US, Latin America, Africa, Asia-Pacific, etc.).

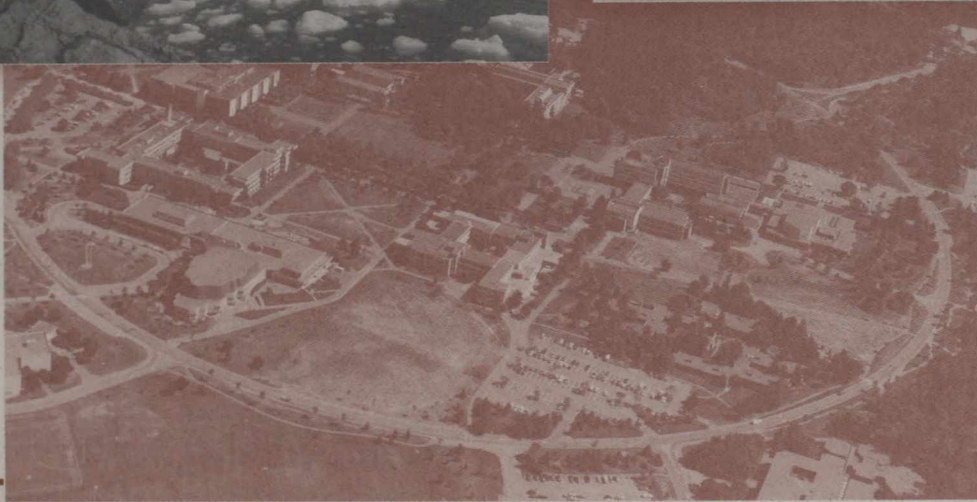
Of particular importance for our work were the report's recommendations on collaboration,

university-policy community links, conferences, civil society and opportunities for youth.

The paper noted the two solitudes that exist between academics and NGOs. It recommended "*the Canadian research and scholarly community work harder to strengthen networks between universities and NGOs, and within the university community, between its own members across disciplines and regional divides.*"

The paper also noted that the "*policy oriented research capacity was not being effectively harnessed or utilized by the policy community. The absence of formal and informal institutional links which facilitate communication and consultation between the academic and policy communities was cited as the principle reason for this problem.*"





The specialists advised that *"too much money has been spent on conferences in some fields rather than on supporting projects and policy relevant research that develop options for Canadian policy."* They noted, as well, that *"It may come as a somewhat of a surprise that Canada's research capacity in human rights and civil society is deemed weak."* And they called for attention to and opportunities for young scholars who are caught in a generational roadblock.

These views and recommendations have provided important guidance for our work this year. The first advertised policy options project, on NATO enlargement, was undertaken by a collaborative group of specialists from across Canada (Québec and B.C.) among universities and disciplines. Other projects have promoted academic and NGO collaboration.

Network development this year has been closely tied to universities, linking them to the Centre's policy development work. From Memorial to Royal Roads, universities are a vital part of the policy development network and have undertaken many of the first year policy development projects (see contact list and project charts). University leaders have played an important role in our activities as well, York University President Susan Mann opened the 1996 Toronto National Forum meeting, (Dalhousie, Laval, the University of Alberta and the University of Victoria hosted the other Forum meetings), UBC President, David Strangway, welcomed conference guests, and across the country Vice Presidents and Faculty leaders have hosted roundtables and network building discussions.





We have made a special effort to involve universities and academics and students outside the traditional foreign policy loop (University of Saskatchewan, University of Northern British Columbia, University of P.E.I., University of Sherbrooke, and others).

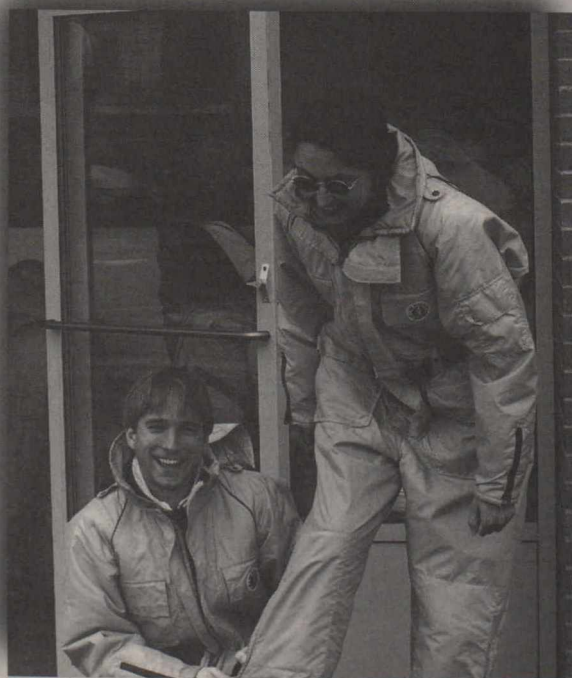
Our support for conferences has been limited to those conferences which promise policy options results. This has had two effects: limiting the number of

contributions to conferences, and encouraging conference organizers to think about policy relevance and policy options development.

■ NGOs, Civil Society and Youth

We have paid particular attention to the need to better understand the capacities of broader civil society, youth and Indigenous Peoples to contribute to foreign policy. The Canadian Council for International Cooperation has produced a survey of NGO capacity (Occasional Paper #2), and the Canadian Chamber of Commerce has been consulted to further this understanding. Business and labour were involved in the National Forum. We have undertaken other projects in partnership with journalists, lawyers, doctors, students, artists, teachers, media experts, Indigenous Peoples, womens groups, and youth organizations (see project highlights). Youth projects include policy options projects about youth (child labour, childrens rights, education) and projects by youth (university students, high school students and children's festival activities).

The goal is to broaden the participation of citizens in foreign policy discussion and foreign policy making beyond traditional stakeholders to a wider circle of civil society.





Project Generation

The Centre responds to three sources for project generation: the Minister of Foreign Affairs and his Advisory Board, the Department, and the public.

Minister's Advisory Board (1996-1997)

(Chair) Janice Gross Stein, University of Toronto

Alain Prujiner, Institut Québécois des Hautes Études Internationales - Université Laval

Guy Savard, Midland, Walwyn Capital - Montreal

Maureen O'Neil, Institute on Governance - Ottawa

Murray Smith, Centre for Trade Policy and Law - Carleton University

Christine Lee, Gordon Foundation - Toronto

Charissa McIntosh - Winnipeg

Brian Stevenson - University of Alberta

Harriet Critchley - University of Calgary

Brian Job, International Relations Institute - University of British Columbia

The Minister's Advisory Board identifies strategic and emerging foreign policy issues for the attention of the Minister and, subject to the Minister's approval, for public contributions to policy ideas and options. The Centre undertakes projects with the public (policy options papers, roundtables, conferences, expert reports) to address those issues.

The Advisory Board met three times (in Ottawa, Vancouver and Montreal), and recommended attention to Bosnia, NATO enlargement, child labour, international communications issues and discussed with the Minister public contributions to Arctic Council issues.

The Board approved the criteria for the John Holmes Fund projects, endorsed the cross-Canada, community based organization of the National Forum and discussed international dimensions of federalism.

It also recommended attention to Peacebuilding, APEC (NGO and human rights issues) and Canada-US relations (cultural sovereignty).

Projects which respond directly to the Board's advice to the Minister include:

- NATO Enlargement (Laval and UBC)
- Bosnia Beyond the Elections (Peacebuilding Committee)
- Child Labour Roundtable and Marquis-Pueblito projects
- Internet, Cyberdiplomacy, Hate-Pornography and "Information Edge" projects
- International Federalism Report
- Peacebuilding projects (Bosnia, Africa, White Helmets, Yugoslavia Lessons, Disabilities, Young Ambassadors, Criminal Justice, Women in Peacebuilding, Nigeria, Middle East Security, Guatemala Peace, Multiculture in East Europe)
- Asia-Pacific Roundtables (Business and Human Rights, Heritage Rights, Indigenous Peoples, Sustainable Development, Free Media)
- Canada-US culture and sovereignty issues for high schools
- Inuit Circumpolar Conference, Pauktutit Inuit Womens Association and five other projects with Ambassador Mary Simon for Arctic Council research and policy options

(please see project charts for more details)





■ The Minister

From time to time the Minister calls upon the Centre to undertake projects in order to solicit public or expert views and to generate new or reconsidered policy options. Projects which respond directly to the Minister's requests usually take the form of roundtables which bring together department officials (including desk officers responsible for the subject), academics, NGO experts, youth/young scholars, Parliamentarians and others.

These projects include roundtables on:

- Child Labour
- Central Africa
- Bosnia
- NATO
- MOX fuel
- China
- Human Rights
- Nigeria
- Central Asia
- Burma

(see project charts for details)

The Minister of Foreign Affairs, and/or Secretary of State, Asia-Pacific, Raymond Chan, and Secretary of State, Africa-Latin America, Christine Stewart attended nearly all of these roundtables. A wide range and number of department officials, including the Deputy Minister and branch heads also took part.

The Minister also initiated research work on codes of conduct/human rights abroad, military spending, the Commonwealth, Raoul Wallenberg, and strengthening civil society.

■ The Department

The Centre's mandate includes working with the Department, and providing assistance on issues that would benefit from public views or expert studies.

Projects undertaken at the request of the Department include:

- Canada-US relations (Great Lakes environment, West Coast fish, forestry issues)
- Three policy options papers on the European Union
- Support for Mines Action Canada and the Ottawa Landmines Conference
- Research on the Role of the Ambassador
- Global Knowledge Conference preparation
- FOCAL Atlantic and the Caribbean
- Support for the OECD Conference on Military Spending

(see project charts for details)

"public generated views and policy options will inform the Department's policy making and public efforts will add value to the Department's work. In this way policy advice from the Department to the Minister should include the results of public consultations... The creation of the Centre reflects an important commitment to a greater public role in foreign policy making."

Gordon Smith
Deputy Minister





The Public

John Holmes Fund

Citizens are encouraged to propose relevant policy development/policy options projects. The criteria for approving public proposals for John Holmes Fund support are:

- policy relevance (projects must contribute to and advance debate on Canada's foreign policy and foreign policy needs),
- involvement of youth (as researchers, trainees, participants, rapporteurs),
- collaboration among individuals, institutions and across the academic-NGO divide.

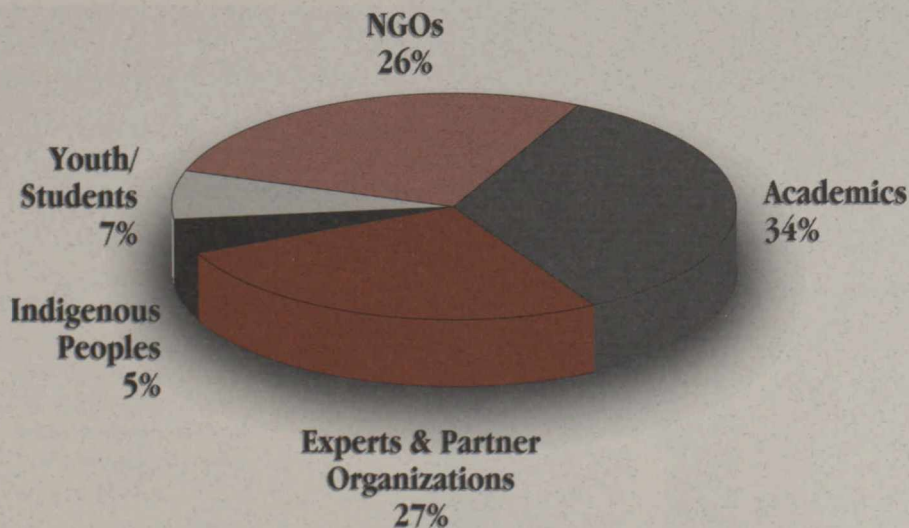
There is a funding ceiling limit of \$20,000 for major projects and \$10,000 for smaller studies and roundtables.

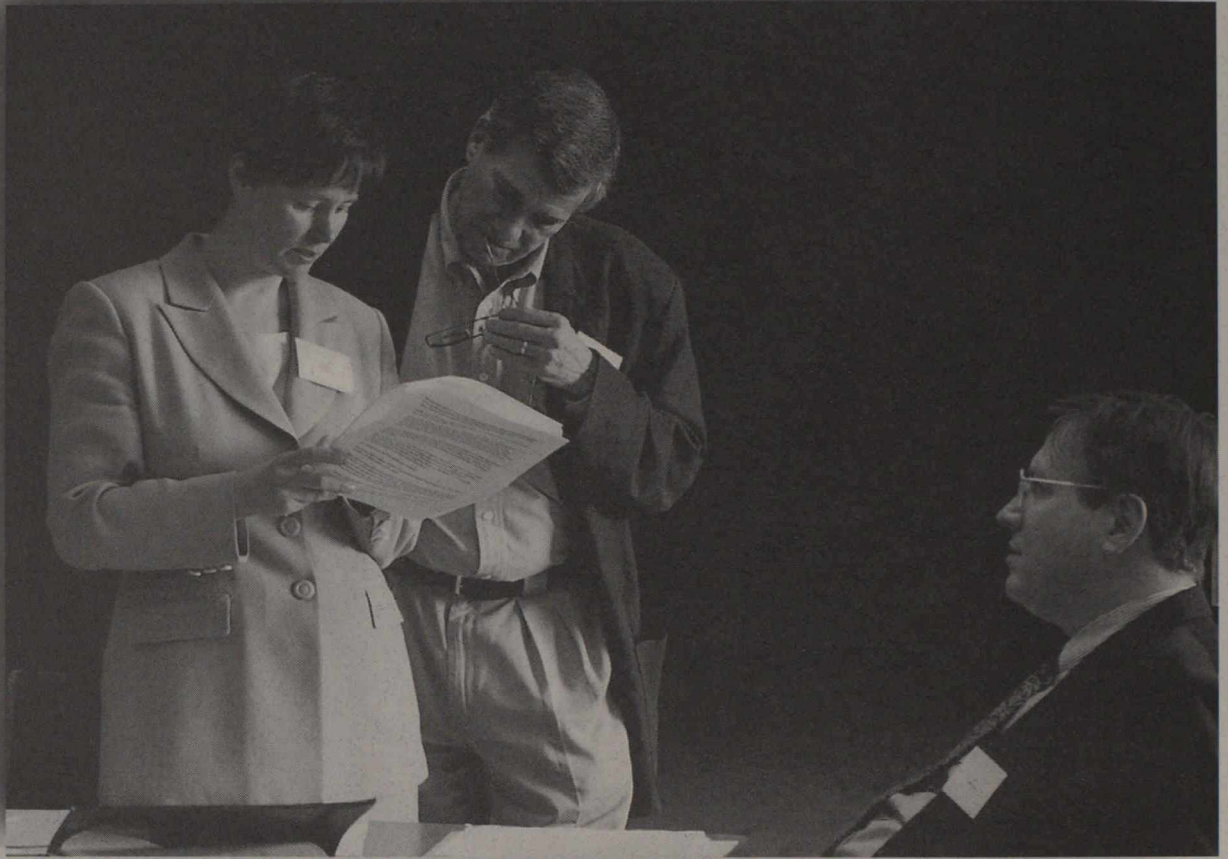
Citizen proposals are reviewed regularly by a Project Committee (the Centre, the Department, Minister's office) which makes recommendations to the Minister for his approval.

Recognizing time pressures and diminishing resources available to academics and NGOs, every effort is made to be encouraging and user friendly. There is no formal application form or SSHRC style project check list. Project proposals can be short and need only to clearly state the policy relevance, goals, organization and participants of the project. Few project proposals were rejected this year. Efforts are made to discuss improvements to proposals with their authors before the proposals go to the Project Committee.

The deadline for the completion of all projects is the end of the government financial year, March 31.

Project Partners





Citizen generated projects include:

- Asia-Pacific Security (York University)
- Yugoslavia Lessons (University of Toronto)
- International Order (McGill)
- Policy Options Ukraine (Canadian Bureau for International Education)
- Nuclear Weapons (Physicians for Global Survival)
- South Africa-Youth (Algonquin College)
- Civil Society in Cuba (UNB)
- World Food (National Farmers Union)
- Northwest Atlantic (Memorial)
- African Democracy (Vues d 'Afrique)
- Business and Human Rights (University of Calgary)





Civil Society Fund

Strengthening the capacity of civil society to make useful contributions to the development of Canadian foreign policy is an important goal.

Pursuit of this goal is in recognition of the dilemmas and critique of "democratizing" foreign policy, summarized well by Professor Kim Richard Nossal (Canada Among Nations 1995). Nossal warns against defining democratic foreign policy as consultations with stakeholders and elitist "intermediate groups".

Therefore, we have set out with the longer term goal of strengthening the awareness and ability of broader civil society to make relevant and useful contributions to policy development. This is in keeping with the advice offered by Betty Plewes and Tim Draimin of the Canadian Council for International Cooperation in the same issue of Canada Among Nations.

"the proposed Centre for Foreign Policy Development...could play a key role in strengthening the democratic evolution of policy by....initiating cooperative approaches to policy which enhance the capacity of the existing foreign affairs constituency to be a more effective participant while broadening public participation."

Betty Plewes and Tim Draimin
Canada Among Nations 1995

"it can be argued that stakeholder politics, far from being democratic, instead entrenches and institutionalizes access to the policy making process that is limited to the few; the many have little place in such a process."

Kim Richard Nossal
Canada Among Nations 1995

Our variation on this advice is to try to strengthen capacity beyond the established "existing foreign affairs constituency." Canadians in many walks of life, with a vast range of international experience, have a great deal to offer if invited to do so. Young scholars, youth and Indigenous Peoples are keen to make their contributions.

The Civil Society Fund is meant to provide support for citizens to gain policy thinking experience and to make policy development contributions. In this first year the Fund has been used to build the community network, support NGO policy capacity and enable Canadians to undertake policy discussions on Asia-Pacific issues (related to Asia-Pacific Year and the APEC Peoples Summit). The Fund also supported a few pilot projects abroad to strengthen the experience and capacity of Canadian civil society to contribute to Canada's foreign policy (promoting Canadian culture and values) and to assist Canadians in contributing to stronger civil society in emerging democracies.

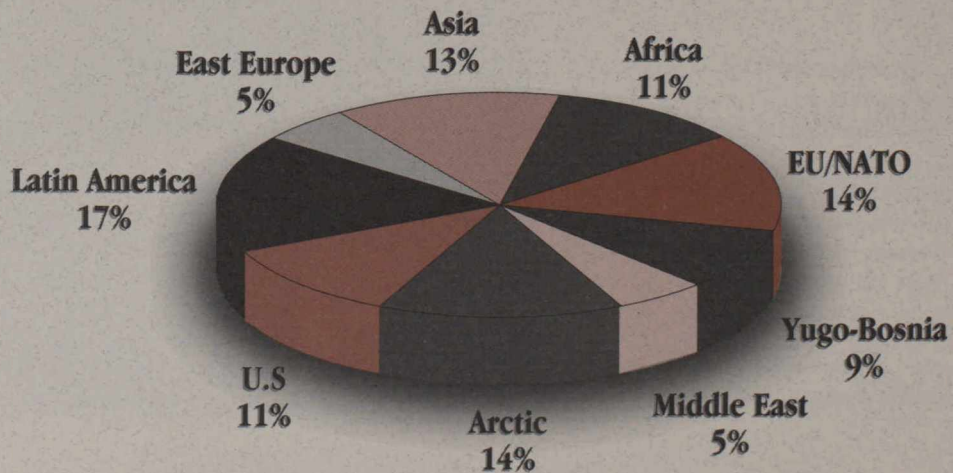




Policy Options Papers

- | | |
|--|---|
| Asia-Pacific: Questions and Choices/L'Asie-Pacifique :
Questions et choix
John Hay | Defending and Promoting Free Expression Around
the World
Gerald Caplan |
| Burma: Policy Options for Canada
Robert Anderson | Guatemala Peacebuilding: Civil Society and Options
for Canada
Frances Arbour |
| Summaries of Asia-Pacific Roundtables/Sommaires
des table rondes sur l'Asie-Pacifique | Early and Late Warning by the UN Secretary
General: Article 99 Revisited
Walter Dorn |
| Indigenous Heritage Rights and APEC
Native Law Centre, University of Saskatchewan | Military Expenditures in Developing Countries:
Views from the South
Ernie Regehr et al. |
| Strengthening Civil Society in Mexico
John W. Foster | Vues d'Afrique, Nouri Lajmi |
| Engendering Peacebuilding
Kimberley Manning and Barbara Arneil | |
| The Candu MOX Initiative: Policy Options
Peter Gizewski and Franklyn Griffiths | |

Projects by Geographic Area Interest





Some Highlights

■ Canada and NATO Enlargement

In response to the debate over NATO enlargement and the Minister's interests in bearing Canadian views on the issue, the Canadian Centre for Foreign Policy Development commissioned a major policy options paper on NATO enlargement. The paper argued:

- enlargement must be implemented in a manner which minimizes Russian concerns,
- enlargement must aim at maintaining the cohesion and effectiveness of the Alliance,
- enlargement must be conducted in parallel with other efforts to build or strengthen transatlantic ties,
- enlargement planning must include concrete initiatives for non-members in Eastern Europe, particularly the Ukraine.

From a policy options paper on "NATO Enlargement and Canada's Transatlantic Interests", a collaborative project led by Albert Legault, Laval University, and Allen Sens, University of British Columbia, autumn 1996. The paper was presented to the Minister and Foreign Affairs officials in preparation for the December 1996 NATO Ministers meeting.

■ Bosnia: After the Elections

In October 1996 NGOs, academics and government officials gathered to discuss issues and options for Canada's role in building peace in Bosnia-Herzegovina. Attention focused on strategies for Canadian governmental and NGO roles. Key recommendations included:

- Canada's role as peacebuilder in the region continues to be recognized and should be exploited,
- collaboration and coordination between NGOs on the ground and between NGOs and government is essential. Partnerships and pooling of resources between official and NGO actors should be exploited wherever possible.

Priority areas for Canadian involvement include security, human rights, refugees, elections and justice.

- the Dayton Accords, while imperfect, are the only viable option and therefore must serve as the context for reconstruction and rehabilitation,
- the success of the Accords depends on continued NATO and US presence. Canada should exert pressure on NATO allies, especially the US, to remain in Bosnia beyond IFOR's withdrawal,

Publications

NATO Enlargement and Canada's Trans-Atlantic Interests/Élargissement de l'OTAN et les intérêts transatlantiques du Canada
Albert Legault, Allen Sens, Michel Fortmann and Paul Marantz
(IQHEI Laval)

Bosnia-Herzegovina: Beyond the Elections
Canadian Peacebuilding Coordinating Committee

Managing Diversity in a Plural Society
(Forum Eastern Europe)

Ethnic Conflicts and Social Stability in Eastern Europe
(Forum Eastern Europe)

Canada's Information Edge
Ann Medina (Canadian Foreign Policy)





- the Canadian government should continue supporting Canadian and international NGOs and taking the lead in preparing for the elections. Large-scale economic reconstruction should be left to the bigger players. Canada should focus on efforts at confidence-building by collaborating in projects at the community level.

From the report from the October 8, 1996 roundtable. The report was presented to the Minister and Foreign Affairs officials in advance of the London post-Bosnia election meetings.

Canadian Policy Options for the Ukraine

The following policy recommendations were generated by a symposium undertaken by the Canadian Bureau for International Education in December 1996 which brought together Parliamentarians, government officials, academics, NGOs as well as Canadian and Ukrainian experts. The symposium addressed both foreign policy and official development assistance issues.

Ukraine is important to Canada because it is an emerging democracy in Central/East Europe, because there are potential Canadian-Ukraine trade and economic interests and because Canadians and Canada are seen to have special links and influence there.

Canada should promote economic reform and democratic development, including privatization, rule of law, stronger justice system and political/administrative reforms.

Technical assistance should focus on:

- providing Canadian advisors to reform-minded ministries,
- increasing Canada's representation on IFIs in Ukraine,
- making loan guarantees conditional on reform benchmarks,
- small business development (training, loans),
- training of public servants, particularly at provincial and municipal levels,
- promoting linkages between Canadian and Ukrainian associations, universities and business,
- encouraging more sensible privatization of state-owned firms and support Ukrainian farms cooperatives as an interim stage to full privatization,
- sponsoring policy forums that promote dialogue between bureaucrats and business people,
- supporting Canadian-Ukrainian farm industry linkages.

Occasional Papers

1. The State of Canada's Foreign Policy Research Capacity
Maureen Molot et al. (Norman Patterson School of International Affairs)
2. Canada's International Cooperation NGOs and Policy
Tim Drainin (CCIC)

"a Canadian-sponsored seminar in Ukraine last month brought together Russian speakers from the Crimea with other Ukrainians for sessions on tolerance, accomodation and the workings of a multiethnic, multilingual state - Canadian-style."

"Canadians want a value-driven foreign policy," says Steven Lee, who heads the government-sponsored Centre for Foreign Policy Development. "They want democratic values and human rights to be central."

*Paul Koring
TIME magazine, June 1997*



■ Human Rights and International Business

The March 1997 "Roundtable on Human Rights and International Business" was organized by the Faculty of Law and the International Centre at the University of Calgary. The meeting brought together businesses, NGOs and academics to discuss linkages between human rights and international business practices, including voluntary codes of conduct. Some key observations and recommendations include:

- there is a need for greater understanding among all sectors on human rights issues, including the human rights conventions to which Canada is a signatory,
- business should consider adopting voluntary codes of conduct as an effective means of protecting human rights. Such codes should also address corruption, sex tourism and child pornography,
- codes of conduct should be developed with the input of business, academics, NGOs and human rights groups. A model code should be explored within the context of APEC meetings,
- to be effective, codes of conduct should be implemented at the international level through the IMF, World Bank or WTO. Financial input for maintaining such a code should come from all sectors,
- business can reinforce human rights by promoting parallel initiatives in areas such as literacy, communications and health,
- government can play a role in facilitating fora among businesses on human rights and codes of conduct. Businesses indicated that the role of government should not involve legislation or regulation, but the provision of guidelines and incentives for protecting human rights. To be most effective, codes of conduct must be developed and adhered to voluntarily by business.

These views are informing the 1997 National Forum.

■ Women and Economic Development in Asia

The "Roundtable on Women and Economic Development in Asia" was held at the University of New Brunswick in Fredericton in March 1997. Participants included academics, government officials and NGOs. Some key recommendations follow:

- the gender aspects of Canadian foreign policy should be modified to emphasize participatory development, viewing women as contributors, not clients, of the development process,
- Canada's gender policy should address job insecurity and the shrinkage of social safety nets which have a negative impact on the lives of women and children in many developing countries,
- given the increased importance of economic development, Canada's gender equality policy should emphasize equal access to capital and technology, especially within micro-credit and micro-enterprise contexts,
- gender equality in Canada's foreign policy should encompass securing equality in job opportunities, education, political participation and civil rights,
- in order to sustain the move to gender equality, Canada's foreign policy must encourage the commitment of money and other resources on (a) the direct support of women's groups, and (b) the implementation of policies and laws needed to maintain supportive socio-cultural, economic and political environments.

These views are informing the 1997 National Forum.





Peacebuilding After the Guatemala Accords

The "Canada-Guatemala Roundtable" assessed peacebuilding priorities and opportunities for Canadian government and NGOs to consider in their efforts to build peace in Guatemala after the Peace Accords. Recommendations were made for Canadian official and NGO contributions to strengthening peace and civil society in Guatemala as well as a number of suggestions on Indigenous Peoples, resettlement, demilitarizing the state, and human rights monitoring. Key recommendations to the Canadian government include:

- mechanisms should be put in place to ensure that the Guatemalan government abides by the Accords. Canada can use diplomatic and other channels to encourage the Guatemalan government to fulfil its obligations, including "peace conditionality" on aid, political or other assistance,
- Canada should support the UN operation in Guatemala while insisting that UN actors have a transparent coordination structure and regular public reporting,
- the Canadian government should support the development of linkages between domestic NGOs in Canada and their counterparts in Guatemala,
- through its aid program for Guatemala, Canada should invest resources to support peasants to make the most productive use of available land, particularly in the context of the economic reintegration of the displaced, returnee and demobilized populations.

Canada and Follow-up to the World Food Summit

In March 1997 a roundtable was held in Saskatoon to discuss follow-up to the World Food Summit and the two key mechanisms arising from it to ensure the right to food: the International Food Security Convention and an International Code of Conduct on the Right to Adequate Food. Participants included NGOs representing farmers, church and aid communities, academics and government officials. Some highlights follow.

Given that the Code of Conduct is further advanced, it was identified as having greater potential and a more immediate role to play in advancing Canada's position that food is a fundamental human right. Participants urged the Government to:

- actively participate in the development, refinement and implementation of the Code of Conduct within Canada,
- actively engage in the further development of the Code and promote the adoption and implementation of the Code of Conduct at an international level with a view to defining actions to advance the right to food and thereby reduce hunger at home and abroad,
- host a meeting, one year after the World Food Summit, to review progress on the Summit commitments and the status of the Code of Conduct.

Participants concluded that Canada has an important role to play in ensuring that the right to food becomes a respected, enforceable right for all people.

Defending and Promoting Free Expression Around the World

In March 1997, the Canadian Committee to Protect Journalists prepared an issues identification paper outlining areas for Canadian action to promote free expression around the world. The paper argues that freedom of expression is central to Canadian values of democracy, good governance, human rights and development, and that Canada brings a unique set of skills to international work on freedom of expression. Some key areas for further action include:

- protecting freedom of expression on the Internet: Canada should take a leadership role in opposing restrictions on the Internet,
- legislation and free expression: Canada's Charter of Rights and Freedoms provides a sound starting point for helping other countries develop approaches to balancing free expression and permissible grounds of restriction,



- training Journalists: Canada is well-placed to promote capacity building in the craft of journalism with its tradition of both public and private broadcasting,
- distinguishing between state and public broadcasters: again, with the experience of the CBC/Radio Canada, Canadians understand and embrace the crucial distinctions between a state and a public broadcaster, and can effectively convey this abroad.

Other areas for Canadian involvement include:

- training in human rights and free expression,
- protecting free expression during elections,
- promoting national sources of news and information.

These views are informing the 1997 National Forum and have been discussed at follow-up roundtables at the Department and in the community.

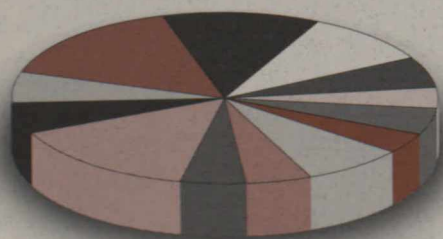
■ Indigenous Heritage Rights and APEC

The "Roundtable on Indigenous Heritage Rights and APEC" was held at the University of Saskatchewan in April 1997. Participants included Canadian indigenous leaders, academics and experts. Some key recommendations include:

- launching work on a NAFTA-style "side agreement" on environmental issues that explicitly provides for the participation of Indigenous Peoples,
- development of provisions in the APEC process on intellectual property rights for the protection of indigenous heritage,
- broad and effective inclusion of Indigenous Peoples in the APEC process, including in official delegations,
- better information for Indigenous Peoples on APEC.

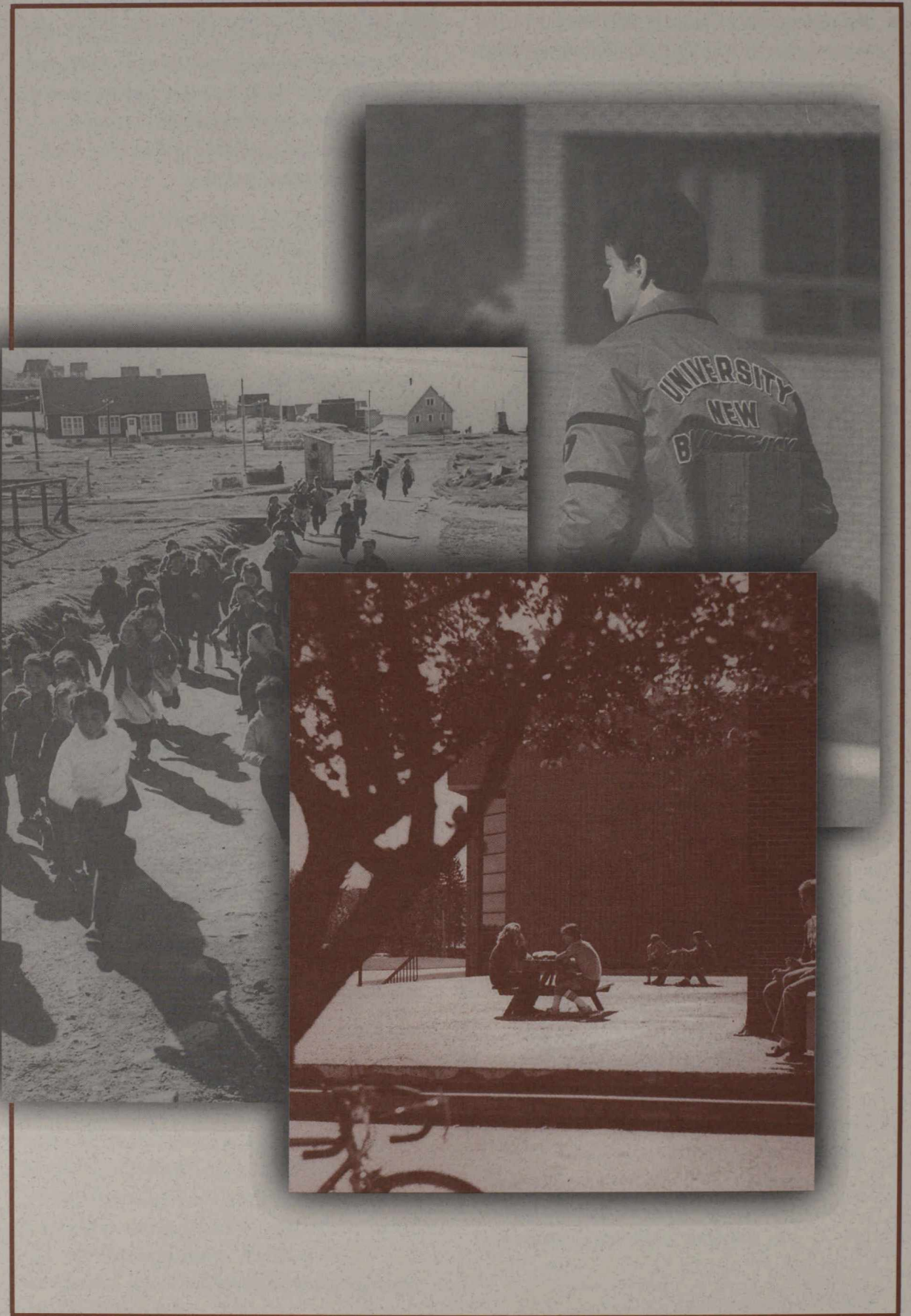
These views are informing the 1997 National Forum including more participation of Indigenous Peoples.

Projects by Policy Area Interest



■ Education 15%	■ International Law 4%
■ Youth 6%	■ Child Labour 5%
■ Landmines & disarmament 6%	■ Nuclear 4%
■ Peacebuilding 16%	■ Education 8%
■ Human Rights 12%	■ Early Warning 5%
■ Trade and Economic Policy 10%	■ Communication and Technology 5%
■ Health 6%	







National Forum on Canada's International Relations

The 1996 National Forum on Canada's International Relations was an important and unique event. It was important because it responded directly to the policy development needs of the Government. Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy asked Canadians in Halifax, Quebec, Toronto, Winnipeg, Edmonton and Victoria to generate ideas for the future of peacebuilding and for a new communications strategy for Canada. It was unique because it was an experiment in community-based policy discussions (rather than Ottawa led government consultations).

The central objective of the 1996 National Forum was to generate public views and ideas about peacebuilding and about international communications. There were two other objectives. One was to use the National Forum to reach and include a wider range of civil society in policy discussions. The other was to broaden participation across Canada.

More than 300 Canadians, from the North and from every province, took part in the Forum. Local organizers, facilitators and moderators shaped the topics, issues and workshops. Youth, business, labour, churches, community groups and local political and Native leaders made important contributions. The discussions were informed, lively and generated a host of views and some specific policy options. Because there was no instruction nor need to reach consensus on issues, participants were able to propose a wide range of views and options. Part of the central goal of the Forum was to add to the menu of ideas available to Ministers and others for policy development.

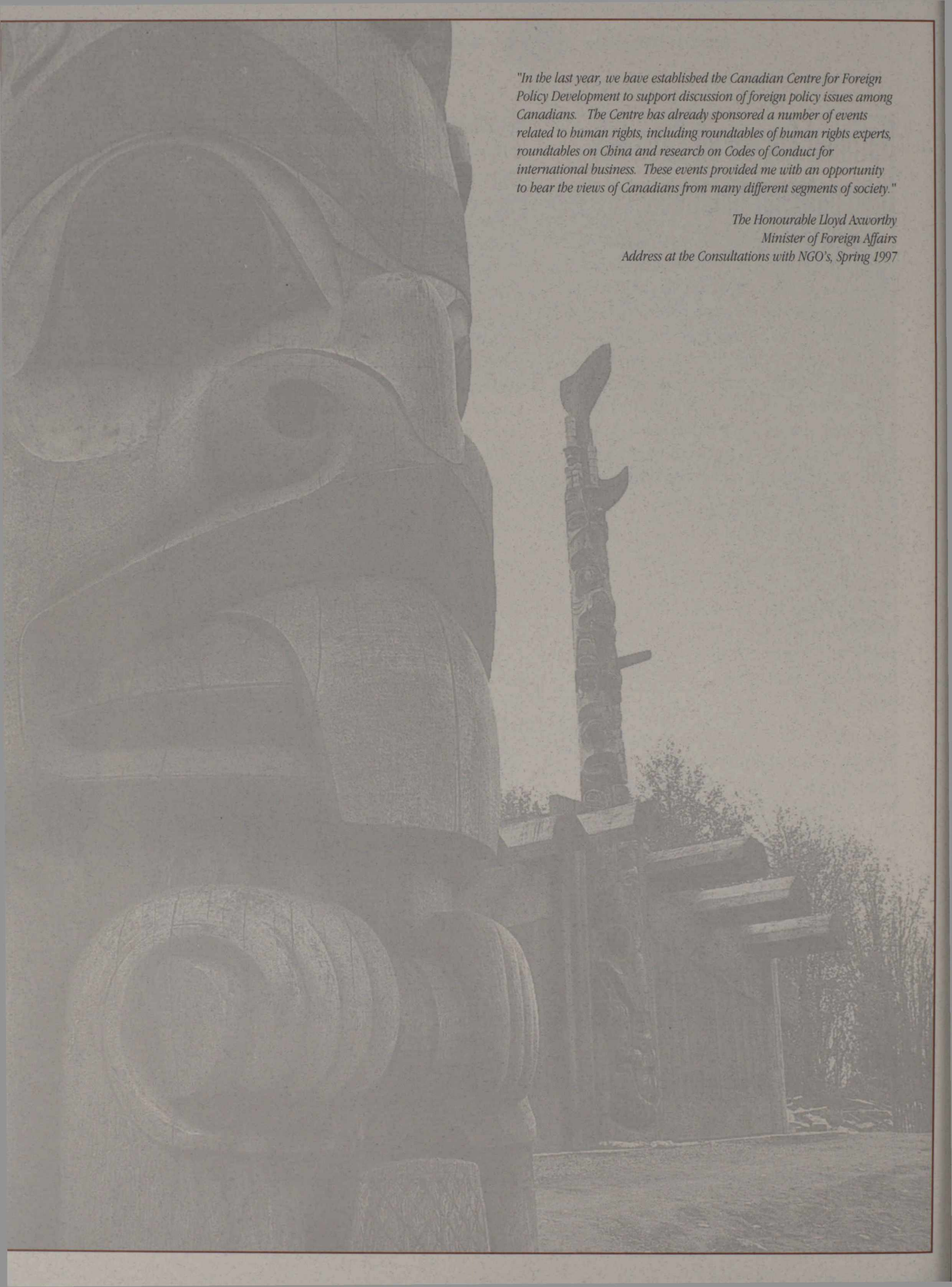
The Foreign Affairs Minister made the keynote speech at Winnipeg. Secretary of State for Asia-Pacific, Raymond Chan gave the opening speech in Edmonton and the closing remarks in Winnipeg. Secretary of State for Latin America-Africa, Christine Stewart gave the closing remarks in Toronto. International Cooperation (CIDA) Minister, Don Boudria, agreed to speak at the Quebec City meeting, but was detoured by world events at the last moment. The interest and commitment by Ministers was a key ingredient in making this experiment a success. Government officials from both CIDA and the Department of Foreign Affairs and International Trade were valuable participants in all of the Forum meetings. They included Assistant Deputy Ministers, the heads of Policy Planning from both departments and officers with specialized expertise in human rights, peacekeeping, communications and other issues.

The success of this important and unique event, in the end, belongs to the participants and to the local organizing committees. Led by Tim Shaw, Katie Orr, Martin Roy, Alain Prujiner, David Dewitt, Wendy Cukier, Jim Fergusson, Virginia Platt, Mary MacDonald, Nancy Hannemann, Dawn McLean and Dan Prefontaine, several dozen citizen volunteers took charge of both the big picture policy issues and the smallest details of getting together across the country. Participants and organizers took a leap of faith with enthusiasm and energy. We are committed to follow-up and to sharing information about policy developments. The detailed Forum Report is available.

"Participatory policy making should continue to be pursued as an alternative or complement to traditional consultations. The Bolivia process (Hemisphere Summit on Sustainable Development) is similar to the approach taken by the Canadian Centre for Foreign Policy Development....This may even be a new social technology which we could export."

*International Institute for Sustainable Development
Report on December 6, 1996
Meeting*





"In the last year, we have established the Canadian Centre for Foreign Policy Development to support discussion of foreign policy issues among Canadians. The Centre has already sponsored a number of events related to human rights, including roundtables of human rights experts, roundtables on China and research on Codes of Conduct for international business. These events provided me with an opportunity to hear the views of Canadians from many different segments of society."

*The Honourable Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs
Address at the Consultations with NGO's, Spring 1997*



Look Ahead from the National Director

John Ralston Saul and Caroline Andrew capture the goals and spirit of the work to come.

Our task is help find ways to insert citizens into the debates and the foreign policy system. It is also to help strengthen and bring together the two key sources of policy ideas: civil society and the bureaucracy.

In our second year we have some new building tasks. First is to provide real, meaningful and timely feedback to those outside government who contribute ideas and work to foreign policy making. All of those who undertook policy development projects last year did so on good faith, good faith that their work would be given thoughtful attention, that it would enlarge available policy options and contribute to policy thinking. We must report policy developments and responses to that work.

Second, inside the system, there is a need to bring together various policy making operations. We want civil society policy options to have greater impact.

The Parliamentarians who studied child labour last year recommended a role for the Centre in future child labour policy work. This was most welcome. A high priority in the new year is closer work with Parliamentarians. They have an important role in foreign policy thinking and policy making and serve a vital democratic role in our society. In many ways they are the leading members of civil society.

We have already made efforts to ensure that the views of business, especially small and medium sized business, are included. I am especially grateful to the Canadian Chamber of Commerce for the several events they have organized and for their advice. We will work with the Chamber and others to make sure business views are included in multisector discussions.

Canadian Nobel Laureate, John Polanyi, recently advocated a stronger social responsibility and public policy role for Science. We are supporting Professor Polanyi in a Bosnia peacebuilding project and will look for other opportunities to engage Science in foreign policy making.

We are also committed to continuing to build our cross-Canada policy community network with special attention this year to Youth, Indigenous Peoples and the North.

Our ongoing tasks include support for the Advisory Board and an agreement with the Board Chair, Janice Stein, to help the Board be even more active and engaged. We would like to bring to the Centre foreign policy scholars/activists, especially the new generation, to engage in policy development work.

We are all in a great century-end experiment in redefining citizenship, public and private life and society and state relations. New elements of citizenship have recently emerged including environmental stewardship, responsibility to future generations, a role for youth and children in public policy and the value of multi-ethnicity. New technologies, global communications and the power of mass media raise important questions. It is an exciting time and opportunity.

Finally, the future of Canada remains a prevailing theme for all of us who respect the past accomplishments and believe in the future possibilities of our society. As well, Canada is important to the world, a world desperately trying to overcome division, bloodshed, centuries of murderous injustice and present day crimes and hatreds. Canada and Canadian foreign policy are sometimes important simply for the fact that we are Canadian. We hope that our work will contribute to that and to our being Canadian.

Please get in touch if you would like any of our papers, more information, or if you have ideas and views to share.

"the public sector and interest groups have been the two major sources of policy innovation throughout Canadian history. ... Be on the lookout for new ideas. When you read or hear some group's suggestions for alternative public policies, pay attention. Don't just laugh or dismiss them as some special interest trying to get a deal from the overfat state. Think of them rather as issues struggling to exist. Nurture them; we need them."

*Caroline Andrew
Dean of Social Sciences,
University of Ottawa*



"One of our greatest needs today is to find ways, even simple mechanisms, that will help us the citizenry to get into the public debate. It is therefore a matter of inserting the citizen into the system in whatever way we can."

*John Ralston Saul
The Unconscious Civilization*



Contact Names

Canadian Centre for Foreign Policy Development

Staff

Steve Lee

National Director

Nasreen Bhimani

Publications and Communications

Patrick Wittmann

Policy Development Projects

Shawna Christianson (1996)

Mike O'Shaughnessy (1997)

Events Planner

Regional Coordinators

Yannick Lamonde (Laval University)

Quebec

Katie Orr (Dalhousie University)

East Coast

Dawn McLean (NGO Consultant)

West Coast

Department of Foreign Affairs and International Trade Support Staff

Marjorie Ravignat (Finance Administration)

Mike Newcombe (Contract Management)

Debbie Quigley-Keats (Web Site)





Network

St. John's

Chris Bowers(709) 737-4053
 Noel Keogh.....(709) 737-3551
 Linda Ross.....(709) 753-2202

Charlottetown

Richard Kurial(902) 566-0978

Halifax

Katie Orr(902) 494-3769
 Tim Shaw(902) 494-3769

Saint John

Don Deserrud(506) 648-5727

Fredericton

Bob Chanteloup (506) 648-5653

Québec

Angele Aubin(418) 647-5853

Sherbrooke

Francois Faucher(819) 566-8595

Montréal

Charles-Philippe David(514) 987-6781
 Guy Lafleur(514) 871-1086

Ottawa

Fen Hampson.....(613) 520-6655
 Cecilia Van Egmond.....(613) 520-2600, local 8200

Toronto

Wendy Cukier.....(416) 979-5000 local 6740
 David Dewitt(416) 736-5156
 Tonya De Souza Shields(416) 521-0017

Hamilton

Mark Vorobej.....(905) 525-9140 local 23460
 Joy Warner(905) 521-0017

Kitchener-Waterloo

Ernie Regehr.....(519) 888-6541 local 263
 Ken Epps(519) 888-6541 local 259

London

Erica Simpson.....(519) 679-2111

Winnipeg

Jim Fergusson(204) 474-6606
 George McLean(204) 474-6621

Saskatoon

Annette Desmarais.....(306) 242-4097
 Youngblood Henderson.....(306) 966-6183

Calgary

Kathleen Mahoney(403) 220-7115
 Cesar Cala (403) 270-3200

Edmonton

Mary McDonald(403) 427-7421
 Nancy Hannemann(403) 492-5962

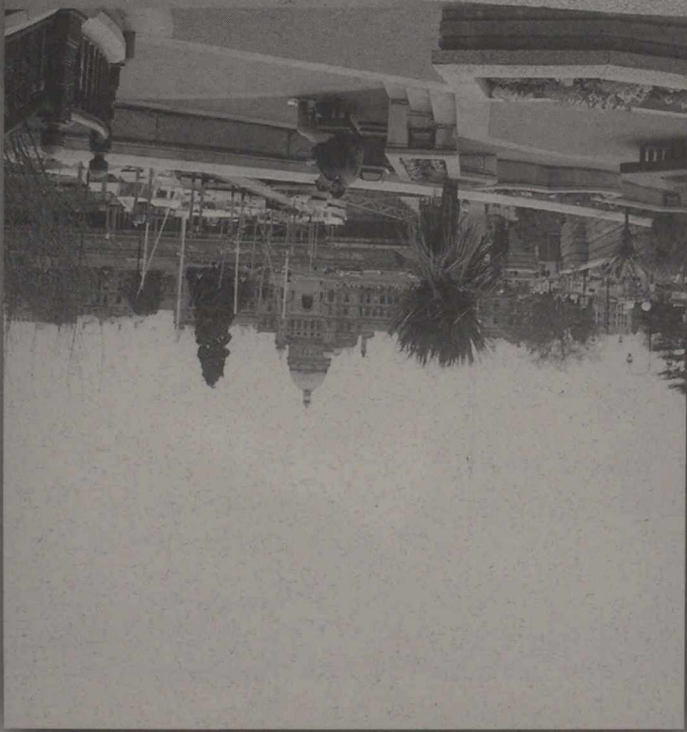
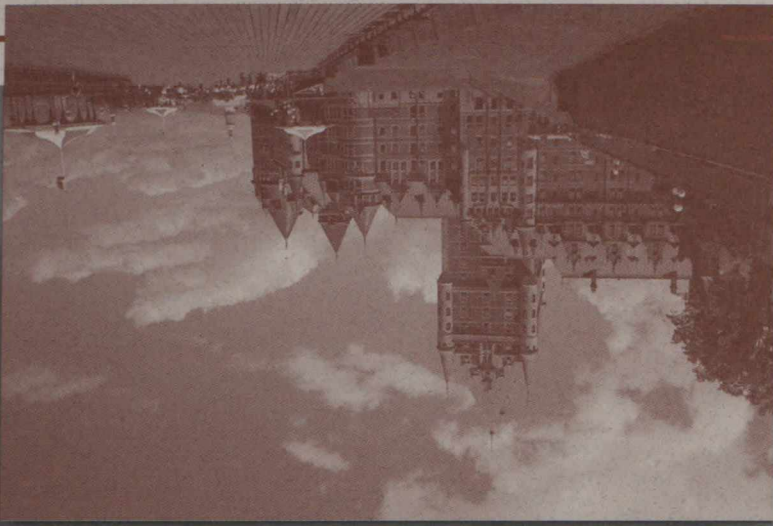
Vancouver

Dan Prefontaine(604) 822-9323
 Shauna Sylvester(604) 687-7408

Victoria

Dawn McLean.....(250) 592-4901
 Jim Bayer(250) 391-2568







Budget and Spending

Statement of Activities to March 31, 1997

Resources

Grants and Contributions \$1.853m

Spending Activities (figures in thousands)

Policy Development Projects

John Holmes Fund

Policy Options (400)	398
Outreach (160)	165
Department projects (140)	187
Minister Projects (300)	250
	\$1m

Civil Society Fund

NGOs (FOCAL, CIAA, UNAC, ICG)(250)	250
Community Network (100)	100
Civil Society Abroad - Pilots (100)	100
Asia-Pacific 1997 (50)	050
	\$500

National Forum 140

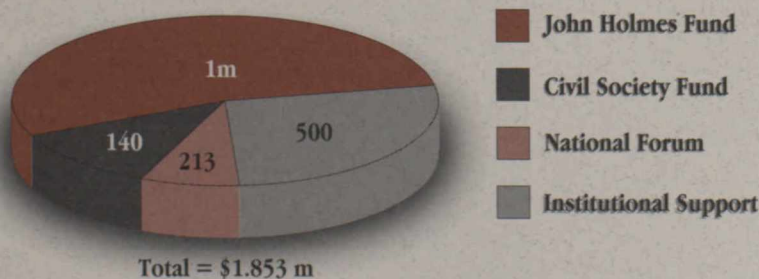
Institutional Support

Publications, web site, administration 213

Total \$1.853m



Spending for 1996-1997





Overview of Projects 1996-1997

RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Ernie REGEHR Project Ploughshares Waterloo, Ontario	Consultations and research to gather Southern perspectives on issue of military spending in developing countries. Findings to feed into 1997 international conference on military spending in developing countries.	\$5,000
Profs. Fen HAMPSON, Robin HAY and Gregory WIRICK Canadian Peacebuilding Coordinating Committee Ottawa, Ontario	Conference on "Bosnia: Beyond the Elections".	\$17,425
Profs. Albert LEGAULT and Allen SENS Laval University and University of British Columbia Ste-Foy, Quebec and Vancouver, British Columbia	Policy options report "NATO Enlargement and Canada's Trans-Atlantic Interests".	\$35,000
Chaire RAOUL-DANDURAND Université du Québec à Montréal Prof. Charles-Philippe David Montreal, Quebec	Support for international conference on "White Helmets: New Forms of International Intervention".	\$5,000
Prof. John GALATY Canadian Association of African Studies (CAAS) McGill University Montreal, Quebec	Support for Annual CAAS conference "Conflict Mediation in Africa".	\$5,000
Prof. Errol MENDES Human Rights Research and Education Centre University of Ottawa Ottawa, Ontario	Consultations and policy options papers on promotion of Codes of Conduct for Canadian businesses engaging in international trade.	\$28,844
Media Awareness Network/ Canadian Foreign Policy Journal Ottawa, Ontario	Development of educational materials for the Internet (SchoolNET) on "Educating Canada's Youth on International Relations" Peace keeping/Peacebuilding.	\$25,000
European Union Division (REU) Studies on Canada-EU Relations: with St. Mary's University and University of Manitoba Halifax, Nova Scotia Winnipeg, Manitoba	Policy options paper: "Effects of EU Enlargement on International Organizations".	\$30,000
	Policy options paper: "Effects of EU Monetary Union of Canadian Competitiveness".	
	Policy options paper: "The Inter-Governmental Conference (IGC) and European Union Enlargement: the affects on Europe's Common Foreign and Security Policy (CFSP) and Implications for Canada".	



RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Anne MEDINA Toronto, Ontario	Policy paper: "Canada's Information Edge". Background paper for 1996 National Forum focussing on Canada's International Communications Strategy.	\$7,000
Geoffrey PEARSON Group of 78 Ottawa, Ontario	Group of 78 Conference: "Arms and the Man: Threats to Peace at the End of the Century".	\$3,000
Valerie WARMINGTON Mines Action Canada Ottawa, Ontario	Coordination of NGO participation and public awareness building/outreach for the Ottawa Landmines Conference. Enabled NGO and public, including youth, participation in the Landmines Conference.	\$12,000
Christine HARMSTON Canadian Friends of Burma Ottawa, Ontario	Workshop on human rights crisis in Burma, Ottawa.	\$4,500
Dr. Susanne SCHMEIDL Centre for Refugee Studies York University North York, Ontario	Policy options paper on Early Warning, the UN and Nigeria to assess early warning capacity (NGOs, bilateral, multilateral), prospects for preventive diplomacy and political options for Canada in addressing the situation in Nigeria.	\$20,000
Brian BOW Centre for International and Security Studies York University North York, Ontario	Policy paper on "Identifying Roles and Setting Priorities for Canada within the Emerging Asia-Pacific Security Architecture: A 'Bottom-up' Approach to Policy Design and Evaluation".	\$10,000
Dr. Metta SPENCER Science for Peace and Canadian Pugwash Group University of Toronto Toronto, Ontario	"The Lessons of Yugoslavia: An International Conference in Memory of Alison and George Ignatieff". Conference to explore lessons learned from the conflict in Yugoslavia and implications for future conflict prevention and peacebuilding.	\$25,000
Kari JOBIN and Robert DICK Political Studies Students University of Manitoba Winnipeg, Manitoba	1997 Political Studies Students Conference: "Between East and West: Atlantic and Pacific Dimensions of Canadian Foreign Policy".	\$5,000
Lorna-Jean EDMONDS and Dr. Malcolm PEAT International Centre for the Advancement of Community Based Rehabilitation (ICACBR) Queen's University Kingston, Ontario	Policy paper on "Policy Options: Post Conflict Integration of Persons with Disabilities". Study to explore issue of civilian and military disability in the context of post-conflict reconstruction and link to peacebuilding.	\$10,000
Prof. Donald FLEMING Faculty of Law University of New Brunswick Fredericton, New Brunswick	Project entitled "Self-determination of Peoples: New Challenges to Peace", an analysis of the international law principles of territorial integrity and self-determination and their impact on relations between states and peoples seeking independence from those states. Project addresses issue of ethnic conflict and international law reform. Involves collaboration with academics from Former Yugoslavia.	\$5,000
Prof. Franklin GRIFFITHS University of Toronto Toronto, Ontario	Consultation on Plutonium MOX conversion for peaceful purposes.	\$15,000





RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
The Marquis Project and Pueblito Canada Brandon, Manitoba and Toronto, Ontario	Joint Project entitled: "Youth Exploitation: Involving Local Youth in Building Foreign Policy". Program of research and consultations, to be conducted in Ontario and Manitoba, involving students, NGOs, labour, academics to develop policy alternatives on the issue of child labour exploitation.	\$32,000
Tom MONASTRYSKI Canadian Bureau for International Education Ottawa, Ontario	Symposium entitled: "Canadian Foreign Policy in Ukraine: A View from the Ground".	\$2,500
Ainé COSTIGAN Interagency Coalition on Aids and Development Ottawa, Ontario	Development of Canada's international HIV/AIDS policy. Program of research and broad-based consultation on updating Canada's global HIV/AIDS policy with goal of enhancing Canada's capacity to contribute to fight against AIDS epidemic, through ODA and foreign policy generally.	\$20,000
Marjorie MACLEAN Canadian Institute of the Arts for Young Audiences Vancouver, B.C.	Education program for children: "Young Ambassadors: Youth to Youth Forum on Peacebuilding". A three-part program involving (i) creation of classroom study and teachers' resource material on Canada's international relations (ii) a youth forum on peacebuilding at the 29th annual Vancouver International Children's Festival focused on coping in zones of conflict from a child's perspective and producing policy options, and (iii) Youth Ambassadors report back to their classes.	\$20,000
Lynne GEISEL Global Change Game Winnipeg, Manitoba	"Collecting Youth Perspectives on Canadian Foreign Policy", a component of the Global Change Game, a travelling role-playing exercise on international affairs for students.	\$13,500
Prof. Ronald DEIBERT Department of Political Science University of Toronto Toronto, Ontario	Policy paper on "Internet Threats to State Security: Canadian Foreign Policy Options" to analyze potential threats of Internet to personal and public security, including long term threats to cultural identity and national values, medium term, i.e. terrorism and extremists, and short term threats to public and private computer infrastructures (viruses and other sabotage).	\$10,000
Evan POTTER, Ed. Canadian Foreign Policy Journal Ottawa, Ontario	Book project on "Cyberdiplomacy", including perspectives of public administration, communications and foreign policy communities, to assess the impact of information technologies on international relations.	\$10,000
Dr. Walter DORN Science for Peace University of Toronto Toronto, Ontario	Policy options paper on "Improving the Early Warning Capacity of the UN". Research to assess current UN early warning capacity, potential for cooperation with other bodies such as NATO, OSCE, OAU and NGOs, and applications of new technologies for enhancing early warning.	\$20,000
Dr. Susanne SCHMEIDL Centre for Refugee Studies York University North York, Ontario	Support for conference on "Synergy and Early Warning".	\$5,000
Debbie GRISDALE Physicians for Global Survival (Canada) Ottawa, Ontario	Research and consultations to examine legal implications for Canadian foreign, trade and defence policy of the Advisory Opinion of the International Court of Justice (ICJ) on the legality of the threat or use of nuclear weapons.	\$20,000



RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Caroline ANDREW Political Science Department University of Ottawa Ottawa, Ontario	Conference on Unfinished Sovereignty Conference to explore the changing nature and concept of sovereignty and the nation state.	\$4,000
Mark MCLAUGHLIN The Rainbow Revolution MicroChronicle Multimedia Enterprises Nepean, Ontario	"Canada and South Africa" (CSA) linking Canadian and South African Schools on the Internet and creating international affairs teaching materials (human rights and civil society.).	\$10,000
Prof. Anne BAYEFSKY Director, Centre for Refugee Studies York University North York, Ontario	International conference on "Enforcing International Human Rights Law: The Treaty System in the 21st Century".	\$10,000
Michelle MEILLEUR President, International Studies Students' Association Glendon College Toronto, Ontario	International symposium on "China in the Changing Global Order: Challenges and Prospects for the 21st Century".	\$2,000
Professor John E. TRENT Faculty of Social Science University of Ottawa Ottawa, Ontario	Lecture tour of the Edgar Pisani on the subject of the state in the context of globalization and ethno-cultural affirmation.	\$5,000
Shauna SYLVESTER International Media and Policy Alternatives Centre Vancouver, B.C.	Roundtable on the subject "Is Trade Liberalization Leading to a More Open Media in Asia Pacific Nations?".	\$14,000
Rieky STUART Program Manager Canadian Council for International Cooperation Ottawa, Ontario	CCIC policy paper providing an overview of the Canadian international NGO community's current public policy role and policy capacity.	\$10,000
Prof. Robert CHANTELOUP University of New Brunswick Fredericton, New Brunswick	Roundtable on the role of women in economic development in Asia.	\$5,000
Yvon DANDURAND Department of Criminology and Criminal Justice University College of the Fraser Valley Abbotsford, B.C.	Youth Forum on "Peacebuilding and Criminal Justice".	\$5,000
Martha FLAHERTY President Pauktuutit Inuit Women's Association Ottawa, Ontario	Outreach and workshops on international human rights organizations and Inuit women.	\$10,000
Professor John JOHNSON University of New Brunswick Saint John, New Brunswick	Roundtable on promoting civil society contact with Cuba.	\$5,000
Dr. Andrew LATHAM Centre for International and Security Studies York University North York, Ontario	Research and conference on cooperative human security and its general applicability in the South Asian context.	\$20,000





RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Graduate Students University of Calgary Calgary, Alberta	Policy options paper "The Internet, Child Pornography and Hate Propaganda".	\$5,000
Prof. Kathleen MAHONEY Faculty of Law University of Calgary Calgary, Alberta	Calgary Roundtable on Human Rights and International Business.	\$12,500
Andrea Bear NICHOLAS Native Studies Program St. Thomas University Fredericton, New Brunswick	March 1997 Native Awareness Days at St. Thomas University.	\$5,000
Katherine ORR Department of Political Science Dalhousie University Halifax, Nova Scotia	Roundtable on Civil Society, the National Forum and Canadian Foreign Policy.	\$5,000
Annette DESMARAIS OXFAM-Canada Global Agriculture Project National Farmers Union Saskatoon, Saskatchewan	Roundtable to explore issues and options for Canada as follow-up to the World Food Summit.	\$7,000
Prof. Philip OXHORN Department of Political Science McGill University Montreal, Quebec	Research and other preparatory work for conference on "Institutionalizing Citizenship Rights in New Democracies".	\$12,500
Nola-Kate SEYMOAR International Institute for Sustainable Development Winnipeg, Manitoba/Vancouver, B.C.	Roundtable on Sustainable Development in Asia-Pacific.	\$5,000
Robert WOLFE Centre for International Relations Queen's University Kingston, Ontario	Conference on "The Once and Future Role of the Ambassador".	\$10,000
Stuart WULFF South Pacific Peoples' Foundation of Canada Victoria, British Columbia	Roundtable on promoting the participation of Indigenous Peoples in the 1997 APEC process.	\$10,000
Institute of International Relations University of British Columbia Vancouver, B.C.	Roundtable on the Role of Women in Peacebuilding.	\$7,000
Thérèse PAQUET-SEVIGNY ORBICOM Université de Québec à Montréal Montreal, Quebec	Preparatory workshop with Canadian NGOs and enterprises in advance of the Global Knowledge 1997 Conference (with EEA and CIDA).	\$10,000
Dr. Youngblood HENDERSON Native Law Centre University of Saskatchewan Saskatoon, Saskatchewan	Roundtable on the promotion of Indigenous Peoples' heritage rights.	\$10,000



RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Wayne SHARPE Executive Director Canadian Committee to Protect Journalists Toronto, Ontario	Issues paper on promoting free media and freedom of expression around the world.	\$3,000
Murray THOMPSON Peacefund Canada Ottawa, Ontario	Survey of Canadian organizations involved in promoting peace, conflict resolution and human rights in Asia-Pacific.	\$5,000
Prof. Philippe CRABBÉ University of Ottawa Ottawa, Ontario	Preparations for the International Conference on Freshwater and Global Change and Internet search on Freshwater capacities in developing countries.	\$5,000
Christopher BOWERS Memorial University St. John's, Newfoundland	Survey of Northwest Atlantic relations, policies and opportunities with St. Pierre and Miquelon.	\$10,000
Nouri LAJMI Vues d'Afrique Montreal, Quebec	Symposium on challenges facing the media in the context of democratic transition in Africa.	\$5,000
Canadian Foundation for the Americas (FOCAL) Moncton, New Brunswick	Support for FOCAL-Atlantic conference on Canada's relations with the Caribbean and FOCAL (Ottawa) roundtable on Haiti.	\$30,000
Canadian Institute of International Affairs (CIIA) Toronto, Ontario	Support for 1997 CIIA Annual Foreign Policy Conference on Globalization (Hamilton, Ontario).	\$20,000
Canadian Council on International Law Ottawa, Ontario	Support for 1997 Annual CCIL Conference.	\$11,000
Inuit Circumpolar Conference Ottawa, Ontario	Support for ICC participation in inaugural meeting of Arctic Council and follow-up reporting and public awareness raising.	\$20,000
John HARKER OTTAWA, ONTARIO	Research project to assess Canadian policy options regarding Nigeria and the Commonwealth.	\$15,000
Dr. John FOSTER Ottawa, Ontario	Support for "Strengthening Civil Society in Mexico" project involving research and informal contacts with Mexican civil society groups.	\$10,000
Peter JONES Stockholm International Peace Research Institute Canada/Sweden	Canada - SIPRI partnership on Middle East Security to explore a regional security regime and Canadian roles.	\$25,000
Magda OPALSKI Forum Eastern Europe Ottawa, Ontario	Support for Forum Eastern Europe projects for promoting Canadian values and culture (multiculturalism, tolerance, minority rights) in post-communist Europe (Ukraine, Crimea).	\$20,000
John JAWORSKY Forum Eastern Europe Waterloo, Ontario	Reporting and analysis of Forum Eastern Europe projects for promoting multiculturalism and ethnic tolerance in Latvia.	\$4,000
Jan D'ARCY Media Awareness Network Ottawa, Ontario	Support for phase II of Internet Foreign Policy Education project "Educating Canada's Youth on International Relations" (Canada-US relations, culture and sovereignty).	\$50,000





RECIPIENT	PROJECT TITLE AND DESCRIPTION	AMOUNT CONTRIBUTED
Amb. Mary SIMON DFAIT, Ottawa	Support for Arctic Council and Arctic policy research (5 expert studies).	\$50,000
Frances ARBOUR Canada-Guatemala Roundtable Ottawa, Ontario	Cross-cultural consultations and roundtables on strengthening the role of civil society in the Guatemala peace process.	\$20,000
Prof. Errol MENDES Human Rights Research and Education Centre Ottawa, Ontario	Consultations with private sector, experts and NGOs on development of business Codes of Conduct.	\$9,000
Bruna NOTA Voice of Women Toronto, Ontario	Workshop on "Creating a Culture of Peace": womens' roles in promoting peace and follow-up to Beijing Womens' Conference.	\$4,000
Economic Relations with Developing Countries Division (EEA) DFAIT, Ottawa	Support for Ottawa OECD/DAC Conference on Military Spending in Developing Countries and parallel NGO conference.	\$40,000
Cherry KINGSLEY Victoria, British Columbia	Support for roundtables and preparations for the "International Youth Summit on Sexually Exploited Youth", Victoria, B.C.	\$10,000